

SEANCES DU JEUDI 25 OCTOBRE 1984
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 25 OKTOBER 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROPOSITION DE M. LE PRESIDENT:

Page 202.

PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif aux intercommunales.

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique.

Proposition de loi relative aux coopératives de communes.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Gevenois, De Bremaeker, Humblet, Van Der Niepen, Vercaigne, De Kerpel, Paque, M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, MM. Wyninckx, Hubin, Geldolf, Van Roye, Goossens, p. 202.

INTERPELLATIONS (Discussion):

Interpellation de M. Humblet au ministre des Relations extérieures sur « sa communication gouvernementale des 7 et 8 octobre, la position de la Belgique vis-à-vis du plan de Contadora et l'accord européen sur le budget des Communautés européennes ».

Orateurs: M. Humblet, M. Tindemans, ministre des Relations extérieures, p. 214.Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1984-1985
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1984-1985

INHOUDSOPGAVE:

VOORSTEL VAN DE VOORZITTER:

Bladzijde 202.

ONTWERP EN VOORSTELLEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet betreffende de intercommunales.

Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van het algemeen.

Voorstel van wet betreffende de coöperaties van gemeenten.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Gevenois, De Bremaeker, Humblet, Van Der Niepen, Vercaigne, De Kerpel, Paque, de heer Nothomb, Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, de heren Wyninckx, Hubin, Geldolf, Van Roye, Goossens, blz. 202.

INTERPELLATIES (Bespreking):

Interpellatie van de heer Humblet tot de minister van Buitenlandse Betrekkingen over « zijn regeringsmededeling van 7 en 8 oktober, het standpunt van België ten opzichte van het Contadora-plan en de Europese overeenkomst over de begroting van de Europese Gemeenschappen ».

Sprekers: de heer Humblet, de heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen, blz. 214.

Interpellations jointes:

- a) De M. Geldolf au ministre des Relations extérieures, au ministre des Travaux publics et des Classes moyennes et au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « les changements d'attitude des gouvernements belges et néerlandais sur la question des traités concernant l'Escaut et la Meuse et la poursuite de l'approfondissement de l'Escaut, ainsi que les déclarations contradictoires du ministre des Travaux publics à ce sujet »;
- b) De M. T. Declercq au ministre des Relations extérieures, au ministre des Travaux publics et des Classes moyennes et au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « l'état d'avancement des négociations sur les traités de l'eau ».

Orateurs: MM. Geldolf, T. Declercq, M. Tindemans, ministre des Relations extérieures, p. 217.

INTERPELLATION (Demande):

Page 222.

M. Geldolf au ministre des Affaires économiques sur « les mesures urgentes que le gouvernement doit prendre pour enrayer le démantèlement d'une entreprise technologiquement aussi importante que Bell Telephone pour l'économie de notre pays et pour garantir l'emploi de milliers de travailleurs ».

Toegevoegde interpellaties:

- a) Van de heer Geldolf tot de minister van Buitenlandse Betrekkingen, tot de minister van Openbare Werken en Middenstand en tot de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de gewijzigde houdingen aangenomen door de Belgische en Nederlandse regeringen in het probleem van de waterverdragen en de verdere uitdieping van de Schelde en de tegenstrijdige verklaringen desbetreffend van de minister van Openbare Werken »;
- b) Van de heer T. Declercq tot de minister van Buitenlandse Betrekkingen, tot de minister van Openbare Werken en Middenstand en tot de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de tegenwoordige stand van zaken in verband met de waterverdragen ».

Sprekers: de heren Geldolf, T. Declercq, de heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen, blz. 217.

INTERPELLATIE (Verzoek):

Bladzijde 222.

De heer Geldolf tot de minister van Economische Zaken over « de dringende maatregelen die de regering dient te nemen om de afbouw van een technologisch voor de economie van ons land zo belangrijk bedrijf als Bell Telephone af te remmen en aldus de verdere werkgelegenheid van duizenden werknemers te garanderen ».

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT

VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 20 m.

PROPOSITION DE M. LE PRESIDENT

VOORSTEL VAN DE VOORZITTER

M. le Président. — Mesdames, messieurs, je vous propose d'ajouter à notre ordre du jour de demain l'interpellation de M. Humblet adressée au Vice-Premier ministre et ministre de la Justice sur « les perquisitions effectuées dans le cadre de l'opération Mammouth ». Je signale que M. Humblet insiste sur l'urgence et que le ministre compétent doit se rendre aux Etats-Unis dans une quinzaine de jours.

Aangezien verschillende interpellaties zijn weggevallen, neem ik aan dat de Senaat akkoord kan gaan met het voorstel om de interpellatie van de heer Humblet aan onze agenda van morgen toe te voegen. (Instemming.)

Dan is daartoe besloten.

Il en est ainsi décidé.

PROJET DE LOI RELATIF AUX INTERCOMMUNALES

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 1^{er} MARS 1922
RELATIVE A L'ASSOCIATION DE COMMUNES DANS UN BUT
D'UTILITE PUBLIQUE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX COOPERATIVES DE COMMUNES

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE INTERCOMMUNALES

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN
1 MAART 1922 OP DE VERENIGING VAN GEMEENTEN TOT
NUT VAN HET ALGEMEENVOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE COÖPERATIES VAN
GEMEENTEN

Hervatting van de algemene behandeling

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet et des propositions de loi relatifs aux intercommunales, à l'association et aux coopératives de communes.

Wij hervatten de algemene behandeling van het ontwerp en van de voorstellen van wet betreffende de intercommunales, de vereniging en de coöperaties van gemeenten.

La parole est à M. Gevenois.

M. Gevenois. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, la commune est la cellule de base de la démocratie. Elle est à l'écoute immédiate du monde qui l'entoure et proche du citoyen. Cette commune réalise une synthèse qui ne peut se faire ni au niveau de l'Etat ni à celui de la région ou de la communauté. Son autonomie est la garantie d'un contrepois aux décisions venues de l'Etat central. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle est la pièce maîtresse de notre démocratie.

Ce rôle prioritaire confié à la commune est d'ailleurs une constante de notre régime parlementaire. Mais, tout comme les missions et les tâches de l'Etat central se sont considérablement accrues depuis cinquante ans, le domaine dans lequel les communes développent leur activité, s'est, lui aussi, fortement élargi.

Les communes jouent aujourd'hui un rôle important dans le développement et le devenir économiques des communautés de base. Ce rôle s'est accru et développé principalement au lendemain de la seconde guerre mondiale. En effet, à ce moment-là s'est développé un courant, qu'on appellerait aujourd'hui de sécurisation, qui visait à édulcorer les conséquences sociales funestes des grandes crises économiques.

Le souvenir de l'entre-deux-guerres et des événements tragiques qui en furent l'aboutissement hantait les esprits. L'instabilité des cycles économiques avait eu des effets insoutenables. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, on n'envisagea pas dans notre pays une révision profonde de la répartition des décisions économiques, qui s'imposait beaucoup moins, de l'avis général, que la mise sur pied d'un système de sécurité sociale.

Concurremment, fut conçue et expérimentée une certaine forme de concertation au niveau micro-économique, à l'intérieur des entreprises. Une relation informative fut ainsi créée à l'intervention des conseils d'entreprises et des comités de sécurité et d'hygiène; il s'agissait de préserver une harmonie sociale entre employeurs et travailleurs.

Une extension de la convention au niveau macro-économique a été ensuite poursuivie. Les besoins élémentaires satisfaits ou garantis, les relations entre employeurs et producteurs étant plus au moins structurées sur le lieu de travail, l'intérêt du moment des uns et des autres était de développer une évolution équilibrée de l'ensemble du système de production. Il s'agissait au fond d'organiser une croissance de l'économie nationale en évitant, par la concertation au sommet, tout heurt important.

Les organes créés à cette occasion sont variés: Conseil central de l'économie, Conseil national du Travail, organes sectoriels, etc.

L'ensemble de ces réformes conduit à une intervention accrue des pouvoirs publics et de la collectivité dans l'économie. Cette tendance exprime une loi que démontre l'évolution de nos sociétés depuis le XIX^e siècle et qui est, plus que jamais, à l'ordre du jour. Dans notre pays, la concertation au sommet ne suffit plus; elle donne des signes d'insuffisance depuis quelque temps. Dans la période troublée que nous traversons, une participation des collectivités à leur devenir économique est de plus en plus souhaitable.

Dans cette optique, l'entreprise communale et intercommunale a son mot à dire, puisqu'il s'agit d'une entreprise qui dépend de la collectivité.

Pourtant, un socialiste peut être amené à remettre en cause cette fonction instrumentale de l'entreprise publique: fonder l'avenir sur un moyen qui, actuellement, assure une certaine expansion du système existant, semble aller à l'encontre d'une refonte globale de ce dernier. C'est, bien sûr, tout le problème du réformisme, de la vision à long terme et de l'intervention à court terme.

Heureusement, en ce qui concerne l'entreprise publique, cette apparente contradiction s'évanouit quand on mesure objectivement le rôle instrumental joué par le secteur d'économie publique ou la coopérative et l'infléchissement qui en résulte dans le sens de l'intérêt général et de l'épanouissement des composantes humaines de cet intérêt général.

Le rôle des entreprises publiques à caractère local peut être directement déterminant dans la croissance. Elles se situent généralement dans le double cadre des activités structurant les échanges, et des secteurs clés conditionnant la production. Il s'agit, la plupart du temps, d'entreprises de transport, d'infrastructures commerciales ou de sociétés du secteur de l'énergie. Leur propre formation de capital, leurs investissements, proportionnellement plus importants puisque dégagés de la notion de profits, entraînent une maximalisation du produit global et, finalement, du revenu national ou régional. L'effet direct sur la croissance est donc d'abord quantitatif, mais il est aussi qualitatif.

Au point de vue quantitatif, l'entreprise publique locale peut servir à accroître les investissements dans l'économie. Par un effet simplement mécanique d'abord. Si la perspective d'un gain trop modeste ou de pertes importantes à court terme est inhérente à une initiative industrielle ou commerciale, le secteur privé s'en écarte. Dans ce cas, l'appropriation publique est la seule solution, car elle peut assurer l'incitation à l'investissement, notamment en modifiant le comportement des centres de décision et en élargissant leur horizon.

En ce qui concerne l'aspect qualitatif, le biais opérationnel des appropriations par les pouvoirs publics locaux peut imprimer une dynamique spécialement intéressante à l'utilisation optimale du sol national. C'est, par exemple, le cas dans le chef d'intercommunales de développement qui doivent gérer des parcs industriels.

Cet objectif s'intègre en fait dans l'harmonisation de la croissance que facilite l'entreprise publique. L'utilisation optimale du sol représente un aspect du développement économique qui prend de plus en plus d'importance. Les communes et leurs émanations intercommunales doivent intervenir de façon déterminante en cette matière qui conditionne un aspect important de la qualité de la vie.

En effet, le coût social de certaines implantations est quelquefois prohibitif et est assorti souvent de déséquilibres géographiques accrus.

Tout ceci montre à suffisance que, face à la crise que nous traversons, et particulièrement en Wallonie où la désindustrialisation est chaque mois plus importante, les intercommunales de développement économique sont aux avant-postes de la défense des communautés de base. Aidées efficacement par la Région, elles doivent devenir le moteur d'un nouveau pôle de développement économique.

Il nous paraît cependant que cette mission, capitale pour la survie économique de notre région, est plus entravée que réellement favorisée par le présent projet de loi.

Nous l'avons dit et nous le répétons, ledit projet rencontre trois préoccupations qui sont respectivement: la démocratisation des intercommunales, l'allègement de la tutelle et une plus grande transparence de leurs activités. L'analyse précise du projet montre, en fait, que ses objectifs sont tout autres; il institutionnalise des participations privées dans les intercommunales et il limite les prérogatives régionales. Il remettrait même en question certaines majorités par l'introduction d'une règle proportionnelle, à laquelle il fut renoncé au cours des travaux de la commission.

Et même si les objectifs réels du gouvernement n'étaient pas ceux que je viens de décrire, le seul fait qu'il prévoit une entrée en vigueur de la loi antérieure aux prochaines élections communales entrainera une pagaille, un désordre tels que les intercommunales, malgré leur bonne volonté, risquent d'être paralysées pendant plusieurs mois.

On voudrait saboter les chances d'un redéploiement économique au départ des entités locales et régionales qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Il est vrai que les majorités qui sont au pouvoir dans la plupart des communes wallonnes en tout cas dans les régions à réindustrialiser, n'ont pas la couleur politique que souhaiterait le gouvernement en place. Pourquoi s'étonner alors que l'actuelle majorité tente de les étouffer?

Les communes et intercommunales ont la possibilité d'assurer un développement harmonieux de nos économies. Un développement qui n'oublie ni l'homme, ni le producteur en tant que tel.

L'histoire de l'intervention de la collectivité dans les décisions économiques et l'exploitation des possibilités existantes prouvent la confiance qu'on peut avoir dans la tradition municipaliste. La commune, communauté humaine, a su se défendre et prendre des initiatives visant l'intérêt général. Un coup très dur va leur être donné par le présent projet.

Puissent les membres de l'actuelle majorité, principalement les municipalistes qui la composent, se rendre compte à temps du mauvais acte qu'ils accompliront à l'égard des communes en votant ce projet. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bremaeker.

De heer De Bremaeker. — Mijnheer de Voorzitter, ontegensprekelijk zijn er aan het ontwerp van wet betreffende de intercommunales positieve punten in verband met de gemeentelijke autonomie en de waarborg van het overwicht van de gemeenten in de intercommunale verenigingen. Ik haal in dit verband artikel 10 aan dat stipuleert dat, welke ook de verhouding zij van de inbreng van de verschillende partijen, de gemeenten steeds beschikken over de meerderheid van de stemmen en over het

voorzitterschap in de verschillende beheers- en controleorganen van de intercommunale.

Eigenaardig genoeg is deze strekking tot versterking van de gemeentelijke autonomie niet op een consequente wijze aanwezig. Zo vormen reeds artikel 10 en volgende een beperking van de gemeentelijke autonomie, daar waar zij stellen dat de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten in de algemene vergadering, de raad van beheer en het college van commissarissen moeten worden aangewezen onder de raadsleden, de burgemeester en de schepenen van de gemeente.

Dit accent op de hoedanigheid van lid van de gemeenteraad wordt nog verscherpt door de inhoud van artikel 16, dat bepaalt dat elk lid van een gemeenteraad, dat één van deze functies uitoefent, verondersteld wordt van rechtswege ontslag te nemen zodra het ophoudt deel uit te maken van de gemeenteraad.

Is deze maatregel inderdaad zo wijs? Versterkt hij de gemeentelijke autonomie?

Op de laatste vraag kunnen wij beslist nee antwoorden, want aan de gemeenteraad wordt de vrijheid ontnomen zijn eigen vertegenwoordigers aan te wijzen. Dit brengt ons onmiddellijk tot de eerste vraag, namelijk die betreffende de wijsheid van de inhoud van de desbetreffende artikels. Wanneer een gemeenteraad vertegenwoordigers aanwijst, is dat met de bedoeling zijn belangen op een zo efficiënt mogelijke manier te laten verdedigen in de verschillende organen van de intercommunales.

In alle objectiviteit zal moeten worden toegegeven dat gemeenteraadsleden — hoe groot ook hun verdiensten zijn op politiek vlak en op het gebied van het wijselijk besturen van hun gemeente — niet steeds de meest aangewezen personen zijn indien bij de uitoefening van een mandaat van beheerder en/of commissaris een zekere technische bekwaamheid vereist is. Vaak zal het wenselijk zijn een bekwaam ambtenaar of een derde persoon aan te wijzen, natuurlijk indien hun verknachtheid aan het gemeentelijk welzijn een voldongen en bekend feit is. Denken we maar aan de sector van de energie, het water, het havengebied in twee van onze grote steden, de sociale woningbouw enzovoort.

Het lijkt mij aangewezen dat, indien de regering de gemeentelijke autonomie wil eerbiedigen, zij de gemeenten de vrijheid van aanwijzing van hun vertegenwoordigers in de intercommunales moet waarborgen. Bovendien is het niet uitgesloten dat de leden van een gemeenteraad in een grote stedelijke agglomeratie — zij het de burgemeester, of laten het de schepenen of gemeenteraadsleden zonder meer zijn — zodanig veel vergaderingen zullen moeten gaan bijwonen dat enerzijds, de bestuurs-taak van burgemeester en schepenen in het gedrang dreigt te komen en dat anderzijds, de verplichting van louter gemeenteraadsleden aan te duiden om tal van vergaderingen van intercommunales bij te wonen, moeilijkheden in zich draagt bij de voltijdse uitoefening van hun gewoon beroep. Gemeenteraadsleden kunnen immers bezwaarlijk alleen van hun zitpenningen leven.

Om mijn argumentatie kracht bij te zetten zal ik u even de implicaties van het wetsontwerp schetsen in een grote stad, die we voorzichtigheids-halve niet bij naam zullen noemen.

In deze stad hebben 55 raadsleden zitting, 34 die de meerderheid vormen en 21 die de oppositie uitmaken. Deze stad is vertegenwoordigd in 11 intercommunales. Vijfentachtig niet-gemeenteraadsleden en 33 gemeenteraadsleden werden afgevaardigd als vertegenwoordiger in deze intercommunales. De invoering van onderhavig wetsontwerp betreffende de intercommunales zal dus tot gevolg hebben dat 85 vertegenwoordigers, van wie circa de helft behoort tot de Nederlandstalige tegenhanger van de politieke partij van de Vice-Premier, naar huis zullen worden gestuurd. Dit wetsontwerp zal dus bezwaarlijk in dank worden aanvaard door een veertigtal vooraanstaanden uit deze partij, waaronder nota bene ook senatoren. Het totaal aantal mandaten — mandaten van beheerder en van commissaris — dat dan door de gemeenteraadsleden zal moeten worden uitgeoefend, bedraagt 124.

Ten behoeve van de heer Vandezande, die in dit halfroond dinsdagmiddag jammerkreten slaakte van benadeeld oppositielid, voeg ik er nog aan toe dat het in die stad gebruikelijk is een aantal mandaten van commissaris vrij en zonder verplichtingen ter beschikking te stellen van de oppositie ten einde haar toe te laten haar controletaken efficiënt uit te oefenen.

Op grond van onze overwegingen en op grond van de moeilijkheden inherent aan het wetsontwerp en die wij duidelijk hebben geïllustreerd in ons voorbeeld, dat waarschijnlijk toepasselijk is op meerdere steden, vragen we de regering een soepele oplossing.

Deze soepelheid zou er kunnen in bestaan ofwel de beperking van de vertegenwoordigers in de intercommunales tot de functie van burgemees-

ter, schepenen of gemeenteraadslid op te heffen, ofwel deze te limiteren tot gemeenten met een inwonertal beneden een bepaald plafond, bijvoorbeeld 200 000 inwoners, ofwel de datum van het in werking treden van het wetsontwerp vast te stellen op 1 januari 1989, datum waarop voor vele mensen na de volgende gemeenteraadsverkiezingen nieuwe opties en keuzen mogelijk zullen zijn.

Deze suggesties zullen worden geconcretiseerd in de vorm van amendementen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Humblert.

M. Humblert. — Monsieur le Président, je dois témoigner qu'en 1964, alors que le Brabant wallon qui ne comptait que 225 000 habitants — 300 000 aujourd'hui — était encore organisé en 108 communes — 27 aujourd'hui —, j'ai été de ceux qui ont mis en place l'intercommunale, à objectifs généraux, pour l'aménagement et l'expansion économique du Brabant wallon.

Il était malaisé d'aller de village en village pour faire comprendre qu'à côté d'intérêts strictement locaux ou communaux, existaient des intérêts supracommunaux et que l'efficacité économique, technique, culturelle, postule des associations de communes.

C'est pourtant une évidence, ce l'est particulièrement pour moi qui me situe dans la stricte ligne de la pensée fédéraliste intégrale derrière Jean-Joseph Proudhon, Alexandre Marc et Denis de Rougemont.

C'est le moment, à propos d'un pareil projet, de faire quelque place à la philosophie politique dans cette assemblée. Tous les auteurs que j'ai cités disent que le pouvoir doit partir de la base, l'atelier en matières économique et sociale, la commune en matière politique, mais aussi que, conformément au principe de subsidiarité, il est bon que les communes s'unissent volontairement, de manière à déléguer les compétences quand il s'agit de matières qu'elles ne pourraient pas bien traiter seules. Telle est l'essence de la subsidiarité avec, bien sûr, les compétences résiduelles qui restent aux mains de la collectivité composante, en l'espèce les communes.

C'est dire que, si la primauté est aux communes, les intercommunales sont susceptibles d'être ou de devenir un élément clé d'une construction nouvelle, politique et associative pour notre société.

Mais revenons-en à l'intercommunale du Brabant wallon. L'une des craintes des petites communes qu'il fallait convaincre d'y adhérer était d'être « mangées » par les grosses ou par la province, de ne pas avoir de place, de ne pas siéger au conseil d'administration. La crainte n'a pas toujours été vaine, même si l'on a tenté de trouver les équilibres qui s'imposaient.

La forme juridique était et est celle d'une coopérative, c'est-à-dire que le pouvoir y était et y est proportionnel aux parts souscrites, strictement comme dans une société commerciale de capitaux. En l'espèce, la moitié des parts était communale, un quart appartenait à la province et un autre quart au secteur privé.

Puisque mon collègue, M. Hubin, l'a bien fait tout à l'heure, je ne citerai pas toutes les entreprises du secteur privé qui ont joué un rôle dans cette intercommunale dont la mixité n'avait rien d'agréable. Les inconvénients de l'intercommunale mixte sont donc apparus en plein jour. En effet, il y avait dans les votes au conseil d'administration et à l'assemblée générale, une alliance objective du secteur privé patronal avec les mandataires communaux et provinciaux des partis conservateurs.

Plus grave, le secteur privé brabançon wallon n'ayant pu souscrire toutes les parts lui revenant, vu sa dégradation progressive comme entreprise autonome de l'arrondissement, des financiers bruxellois ont « généreusement » pris la relève et cela n'a pas peu contribué à la spéculation immobilière dont principalement l'arrondissement de Nivelles a souffert, de 1965 à 1975.

Ultérieurement, on a fait place, dans la catégorie « secteur privé », aux organisations syndicales, de même qu'aux deux institutions universitaires établies dans l'arrondissement, d'abord l'Université catholique de Louvain et ensuite, quand elle s'est implantée à Nivelles, l'ULB. Mais on se rend tout de suite compte que ce type d'institution n'a pas sa place par le truchement d'une représentation au prorata des parts souscrites. On ne peut pas attendre d'universités, vu le sort qui est maintenant le leur, ni de syndicats, ni d'associations de consommateurs qui devraient être également présentes — je pense, par exemple, à la Ligue des familles —, d'être représentés au prorata de leurs parts.

Je le répète, les intercommunales ne peuvent pas constituer l'équivalent de sociétés commerciales de capitaux. Et pourtant, il est nécessaire de

réfléchir à la manière dont les grandes organisations syndicales représentant les travailleurs, comme les chambres de commerce et d'industrie, les associations de consommateurs, pourraient disposer d'une sorte de voix consultative en marge des intercommunales.

De surcroît, il faut pouvoir faire place aux établissements d'enseignement supérieur. Cette référence à l'enseignement m'est une occasion de dire, à moi qui suis favorable à un enseignement décentralisé et progressivement pluraliste, qu'on devrait prévoir que, d'étape en étape, des intercommunales puissent participer à la gestion du pouvoir organisateur d'établissements d'enseignement secondaire, moyen ou technique, l'enseignement primaire restant, bien entendu, de la compétence des communes.

Nous savons bien que certains de nos établissements d'enseignement sont importants — athénées, lycées, collèges, instituts — jouent un rôle véritablement cantonal et supracantonal et, en tant que tels, sont susceptibles d'intéresser les intercommunales.

Dans le même esprit, l'expérience du Brabant wallon prouve, malgré les aboutissements, hélas! négatifs, combien les intercommunales peuvent jouer un rôle majeur dans la politique culturelle en ce qui concerne certaines activités qui dépassent les possibilités des petites communes.

A la suite de ces considérations générales, je voudrais dire quelles craintes peuvent inspirer certaines formules proposées dans le projet de loi. Elles sont nombreuses quant à l'empiétement sur les compétences régionales mais nous lisons qu'il doit s'agir d'intérêt communal bien déterminé; celui-ci ne risque-t-il pas d'être interprété à l'article 1^{er}, d'une manière restrictive? La commission a élaboré les travaux préparatoires susceptibles de servir de référence et nous le poursuivons. Pouvons-nous être rassurés à cet égard?

J'aborde maintenant un deuxième problème important, celui des relations entre les provinces et les intercommunales. Certaines provinces sont parties prenantes au capital et à la gestion d'intercommunales. Dans la mesure où les provinces, si elles sont appelées à subsister, sont susceptibles de remplir des missions de tutelle des intercommunales, il faut éviter qu'elles ne soient juge et partie.

Le gouvernement central empiète sur les compétences des régions. Il ne faut pas que les provinces puissent faire partie d'intercommunales que la Région flamande ou la Région wallonne chargerait d'une enquête dans le cadre de la tutelle. Il faudrait, en tout cas, avoir assez de cohérence pour se rendre compte qu'il y a une concurrence objective entre les provinces et les régions, les unes et les autres, comme institution politique et comme instance gestionnaire.

Alors que le royaume compte désormais moins de six cents communes réparties en trois régions, que ces régions ont des compétences, des pouvoirs, notamment politiques, des ressources — chichement attribuées, il est vrai —, je dis qu'un risque de double emploi entre régions et provinces existe.

Mais j'affirme également que la réalité de l'arrondissement, réalité sociologique subrégionale, doit être valorisée. C'est particulièrement le cas, dans certaines provinces, les plus peuplées et les plus étendues. Un exemple typique en est le Hainaut, vu la distance entre Comines et Chimay. Le Tournaisis, le Namurois par exemple, sont des réalités sociologiques dont il faut tenir compte dans ce contexte.

C'est pourquoi je suis surpris chaque fois que je constate qu'aujourd'hui d'aucuns, qui s'étaient toujours montrés favorables à un Etat belge le plus centralisé possible, découvrent subitement les soi-disant vertus du provincialisme et du fédéralisme. Ils ignorent, semble-t-il, qu'aucune de nos provinces actuelles n'a des limites antérieures à 1795 et ils se gargarisent du modèle suisse.

Celui-ci certes n'est pas sans mérite en regard à son ancienneté, du moins pour les premiers cantons: Schwyz, Unterwalden, Uri, ensuite Glarus, Appenzell, Zug, et plus tardivement, notamment Genève, puis encore plus tard, le canton du Jura. Ils prônent donc ce modèle suisse alors qu'on sait que dans ce pays, en particulier, l'économie et l'armée sont les rouleaux compresseurs alémaniques aux dépens des Romands, des Italiens et des Romanches.

Pour en revenir à notre propos, la relation entre la province, l'arrondissement et les intercommunales, j'ai le sentiment que l'arrondissement est un bon échelon administratif — je dis bien administratif —, susceptible d'être parfaitement opérationnel, dans lequel de bons commissaires d'arrondissement peuvent jouer une fonction majeure. Et puisqu'on veut légiférer en matière d'intercommunales, ne faudrait-il pas songer à ce que les intercommunales soient en lien avec les commissaires d'arrondissement, auprès desquels fonctionneraient des instances consultatives

économiques et sociales composées de consommateurs, travailleurs, employeurs et artisans.

Il se trouve, en effet, qu'hélas! en Wallonie en tout cas, les conseils économiques consultatifs subrégionaux, dont le rôle a été important, ont progressivement disparu.

Bref, si le gouvernement ne trichait pas avec les réalités institutionnelles mises en place en 1980, et si l'on était encore capable, dans ce royaume, d'opérer des choix significatifs, on pourrait concevoir une structure politique pyramidale valorisant les communes et les populations et non pas les hobereaux, et donnant une place privilégiée aux intercommunales et aux régions.

Il est vrai que ceux qui gouvernent aujourd'hui ont voté du bout des doigts les lois de 1980 et semblent s'occuper, encore, comme des Pénélope, à défaire ce que d'aucuns se sont efforcés de tisser. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Der Niepen.

De heer Van Der Niepen. — Mijnheer de Voorzitter, als één van de laatste woordvoerders in deze algemene bespreking over het ontwerp van wet betreffende de intercommunales zal ik zeer kort zijn. In dit geanimeerd debat wil ik slechts een zeer klein maar daarom niet minder belangrijk aspect van dit ontwerp van wet belichten, namelijk de doorzichtigheid.

Mijnheer de minister, u beweert immers in dit ontwerp een «grotere doorzichtigheid van de intercommunales» na te streven.

Dit wil u bereiken door de wetgeving op de boekhouding van ondernemingen op de intercommunales van toepassing te maken, één van de leden van het college van commissarissen onder de commissarissen-leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren te doen verkiezen en de informatie van alle gemeenteraadsleden van de aangesloten gemeenten te verzekeren.

U gaat zelfs zo ver te stellen dat de inlichtingen in verband met de toestand van de intercommunales veelal worden gemonopoliseerd door de vertegenwoordigers van de gemeenten in de intercommunales, die aldus elk debat in de gemeenteraad voorkomen en geen verslag over het hun toevertrouwde mandaat hoeven uit te brengen.

U loopt dus niet over van vertrouwen in de huidige vertegenwoordigers van de gemeenten in de intercommunales. Dit belet niet dat uw aangekondigde maatregelen echt heel weinig om het lijf hebben.

De werking zelf van de intercommunale organen is immers niet openbaar. Het is vooral dit gebrek aan openbaarheid dat vatbaar is voor ernstige kritiek. De intercommunales stellen zich immers feitelijk in de plaats van de gemeenten. Daar de activiteiten van de intercommunales niet onderworpen zijn aan de controle van de gemeentekiezers, komt de politieke verantwoording in verband met de gemeentelijke werking in het gedrang. Het feit dat de wetgever de werkmethode van de privé-vennootschappen op de intercommunales heeft toepasselijk verklaard, mag geen voorwendsel zijn om af te wijken van het essentieel principe van de politieke verantwoording. In andere landen, zoals Frankrijk en Nederland, wordt deze politieke verantwoording veel beter gewaarborgd.

Eén van de belangrijke oorzaken van de niet-openbaarheid, zoniet de belangrijkste, is de aanwezigheid van privé-partners binnen de zogenaamde gemengde intercommunales. Deze privé-partners hebben helemaal geen politieke verantwoording af te leggen en houden liever het potje gedekt. Er moet dus eerst en vooral een andere wijze van samenwerken tussen privé-sector en publieke sector op het getouw worden gezet, waarbij zowel de privé-sector als de publieke sector zich zo goed mogelijk kunnen ontplooiën.

Ook een modelstatuut zou een stap in de richting van een grotere doorzichtbaarheid kunnen zijn. Daartoe werden reeds vele pogingen ondernomen, maar helaas, is er nog niets van in huis gekomen.

Op het vlak van de onverenigbaarheden valt er ook wel wat te doen. Zowel in de algemene vergadering als in de bestuursraad van sommige gemengde intercommunales wordt er in hoofde van vooral vertegenwoordigers van de privé-sector nogal wat aan belangenvermenging gedaan. Dit leidt tot een onontwarbaar kluwen van allerlei gelijklopende en tegenstrijdige belangen, waarin het gemeentelijk belang nogal eens het kind van de rekening wordt. Ook voor de vertegenwoordigers van de privé-sector moeten er specifieke onverenigbaarheden in de wet worden ingebouwd.

De wijze waarop u informatie wil doen verstrekken aan de deelgenoten verschilt in wezen ook al niet veel van de in de huidige wetgeving opgenomen regeling. Wij weten, mijnheer de minister, dat limpiditeit

uw zwak is, maar *in casu* hebt u deze toch niet erg bevorderd. Het blijft allemaal nogal erg vaag en het klinkt nogal hol. Een mededeling aan de deelgenoten — dit betekent nog niet per se aan de gemeenteraadsleden — van de in artikel 4, paragraaf 8, van uw ontwerp opgesomde documenten is onvoldoende. Andere belangrijke bestuursakten, zoals het verslag van de bestuursraad, blijven een louter intern bestaan leiden.

De intercommunales die instaan én voor de beslissing én voor de uitvoering, stellen zich in de plaats van de aangesloten gemeenten voor de aangelegenheden die aan de vereniging als doel opgedragen werden. Geen enkele wettekst verplicht de intercommunales ertoe een beroep te doen op de procedure van openbare aanbesteding. De gemeenten kunnen dus aan de op hen toepasselijke regelen van de openbare werken gemakkelijk ontsnappen door deze werken te laten uitvoeren door intercommunale maatschappijen. In uw wetsontwerp vind ik geen bepaling die dat verhelpt. Nochtans zou het ongetwijfeld de doorzichtigheid ten goede komen.

De verhouding van de intercommunales tot de particuliere gebruikers van de dienst is al evenmin een voorbeeld van doorzichtigheid. In welke mate primeren de regelen van het administratief recht en de beginselen van de openbare dienst, de contractuele verhoudingen? Wanneer gaat het over een toetredingscontract en wanneer over een reglementaire verhouding? Ook de verhouding tussen de intercommunales en de gebruikers blijft dus zeer duister in uw wetsontwerp.

Ingevolge uw wetsontwerp kan een intercommunale lid worden van een andere intercommunale. De Raad van State vindt dit een verwerpelijke procedé, vermits de gemeenten aldus onrechtstreeks, dit is via een intercommunale die zelf deelgenoot is, deelgenoot kunnen worden van een nieuwe vereniging. Eens te meer geen voorbeeld van doorzichtigheid.

Mijnheer de minister, ziedaar enkele voorbeelden uit de grabbelton van de ondoorzichtigheden in uw wetsontwerp. Ik zou er nog kunnen aan toevoegen.

U hoeft dus zeker niet prat te gaan op de doorzichtigheid van uw wetsontwerp. Op dat vlak zou u er dan ook beter het zwijgen aan toedoen. Ik durf te zeggen dat in dit land der blinden, niet éénoog koning is, maar de blinde die met een stok naar een ei slaat.

Tot besluit wil ik nog een concrete vraag stellen waarop ik graag van u, mijnheer de Vice-Eerste minister, een precies antwoord zou krijgen.

De huidige inrichting van de elektriciteitsvoorziening in ons land berust in hoofdzaak op een wet van 10 maart 1925. Deze wet laat de productie, het vervoer en de hoogspanningsdistributie vrij. Diezelfde wet maakt echter van de laagspanningsdistributie en tot een zekere grens ook van de hoogspanningsdistributie een gemeentelijke aangelegenheid, als het ware een monopolie van de gemeenten.

Kunt u mij zeggen, mijnheer de Vice-Eerste minister, hoe uw ontwerp van wet in overeenstemming wordt gebracht met de wet van 10 maart 1925, of wat er wordt van de wet van 10 maart 1925? (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, chers collègues, nous avons, en Belgique, la fâcheuse manie de créer sans cesse de nouvelles institutions sans jamais supprimer aucune de celles qui existent. Comment, dans ces conditions, être efficace? On multiplie les niveaux de pouvoir en creusant, en même temps, de nouveaux déficits.

Depuis 1922, nous connaissons les intercommunales destinées à suppléer aux insuffisances de communes dépassées par les défis des temps modernes.

En 1976, on a « chamboulé » nos institutions de base sans rien retrancher à ce qui existait.

Depuis 1981, nous avons les régions et les communautés, mais on a maintenu les provinces. On a fusionné les communes, mais on maintient les intercommunales. On devait avoir, selon l'article 107^{quater} de la Constitution, une troisième région à part entière, mais on maintient une agglomération dont plus personne ne veut.

Voilà planté le décor où se joue une mauvaise comédie.

Le dépôt au Conseil régional wallon de la proposition de décret Coëme a mis en transe le lobby de l'électricité. Dare-dare, il a fallu improviser un texte législatif afin de prendre le contre-pied de l'initiative Coëme et de la majorité progressiste du CRW. Pour le PSC, gardien des intérêts du patronat, l'occasion est belle pour tenter de démolir, au bénéfice

de gens qui ne se montrent généralement pas des ingrats, le choix démocratiquement exprimé par une assemblée souveraine.

Je voudrais souligner la satisfaction que j'ai éprouvée tout à l'heure en écoutant l'intervention de M. Hubin qui a mis le doigt sur certaines plaies. Il est certain que par le biais des intercommunales — et des intercommunales mixtes notamment —, certains parlementaires de tous les partis sont parfois plongés dans ce que j'appellerais un marécage. Je suis heureux que les socialistes désirent changer cet état de choses, car une petite minorité d'entre eux ont été ou sont mêlés à ce marécage des intercommunales mixtes.

L'opposition à la proposition Coëme ne représentait même pas le quart des parlementaires qui se sont librement exprimés à Namur. Je rappelle le résultat de ce vote historique: 52 voix pour, 17 contre, et les 6 abstentions des membres de l'exécutif.

Ce vote clair et net est aujourd'hui remis en question par une autre majorité à la fois antiwallonne et préoccupée de préserver des intérêts privés qui s'opposent au bien commun, c'est-à-dire aux intérêts de la collectivité nationale.

Pour nous, communistes, les intercommunales telles qu'elles sont conçues, sont largement superflues. C'est un pouvoir incontrôlable et incontrôlé. Bureaux de placement pour grands partis, les intercommunales ne rendent des comptes qu'aux majorités plus ou moins homogènes qui sont sensées les contrôler.

Je voudrais rappeler que le citoyen élit son conseiller communal qui à son tour désigne le collège, qui à son tour désigne ses représentants au sein des dites intercommunales, qui à leur tour désignent un conseil d'administration, qui à son tour désigne un comité de gestion qui élit enfin son président. Voilà où se dilue la représentativité populaire.

M. Paque. — C'est comme au comité central.

M. Vercaigne. — Ce n'est pas tout à fait exact, contrairement à ce que vous semblez croire. Quoi qu'il en soit, j'inclus dans la pratique du système l'ensemble des grands partis qui aiment se partager ce type de responsabilité et les prébendes qui y sont attachées.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — En Union soviétique, on ne partage pas.

M. Vercaigne. — Ne m'envoyez pas en Union soviétique, monsieur le Vice-Premier ministre. Je suis tout à fait indépendant.

Les comités centraux s'appellent chez nous les bureaux. Seules les appellations sont différentes. Ainsi, vous savez maintenant ce qui en est des cellules: ce terme a beaucoup de significations aujourd'hui. On peut jouer sur les mots comme on veut. Je mène pour ma part ma politique en toute clarté, sans être le portefaix de personne.

Je disais donc que loin de toute démocratie, puisqu'il s'agit d'un niveau de pouvoir au sixième, voire au septième échelon, les « réformettes » que vous introduisez ne changeront pas grand-chose. Le rapprochement du pouvoir et des citoyens n'est certainement pas atteint par votre projet, même si une timide ouverture est faite en direction des minorités politiques.

Par la faute du ministre de l'Intérieur, vous, en l'occurrence, et de votre *alter ego* de la Région wallonne, les communes sont dépouillées d'une large partie de leurs prérogatives. D'un côté, on leur délègue un commissaire qui a le pouvoir des maires du palais lorsqu'elles sont en déficit important et à l'autre bout de la chaîne, on maintient les intercommunales en les renforçant dans leur mission et leurs espérances.

C'est, pour moi, l'aveu de l'échec des fusions de communes voulue par le même PSC, réforme bonne en soi mais complètement ratée car, comme toujours, on a voulu ménager la chèvre et le chou.

Ceci dit, je ne partage pas tous les arguments des socialistes ...

M. Paque. — C'est dommage!

M. Vercaigne. — Les exclamations que j'ai entendues me confortent dans mon appréciation.

Les socialistes, dis-je, ont trop souvent fait des intercommunales — non seulement les mixtes, mais les nombreuses autres reprises dans le rapport qu'ils contrôlent —, des citadelles de l'antidémocratie avec toutes les conséquences fâcheuses que cela implique: bureaucratie, gaspillages et opacité dans la gestion.

Je voterai donc négativement sur ce projet qui ressemble trop à un croc-en-jambe fait par des battus qui ne respectent pas le jeu démocratique.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, als van de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden hebben wij gedurende maanden deze bespreking in openbare vergadering voorbereid. Het is een bijzonder moeilijke maar verrijkende bespreking geworden. Een bespreking in goede banen geleid door de voorzitter van de commissie, de heer Paque, en waaromtrent op uitmuntende manier verslag werd uitgebracht door de heer Van Herreweghe. Ik wens hier vandaag zowel aan de voorzitter van de commissie als aan de rapporteur hulde te brengen.

Mijn uiteenzetting zal bestaan uit drie punten.

In de eerste plaats wens ik er mijn verontwaardiging over uit te drukken dat de oppositie gemeend heeft in deze zaak beroep te moeten doen op artikel 52bis, 2, van het reglement van de Senaat. Ik heb de verschillende opnieuw ingediende amendementen zorgvuldig onderzocht en ik ben daarbij tot de bevinding gekomen dat geen enkel van deze amendementen elementen bevat die nog niet uitvoerig ter sprake kwamen tijdens de commissiebespreking.

Het feit dat gisteren, op het ogenblik dat de algemene bespreking aan de gang was, deze amendementen werden ingeroepen als een motief om het advies van de Raad van State te vragen, ervaar ik als een spijtig misbruik van een reglements bepaling die de werking van deze Senaat nochtans zou moeten ten goede komen. De oppositie heeft het altijd weer over de revalorisatie van onze parlementaire instellingen. Ik ben de mening toegedaan dat de gebeurtenissen van gisteravond zeker niet tot deze revalorisatie zullen bijdragen.

M. Hubin. — C'est ce qu'ont fait à Namur MM. Graté et Gramme.

De heer De Kerpel. — Op de tweede plaats wou ik precies, zoals ik reeds gedaan heb in de commissie, naar aanleiding van dit wetsontwerp het principe stellen dat de rechtszekerheid van de aangegane overeenkomsten en van de door de gemeenten onderschreven verbintenissen in geen geval mag worden aangetast door het wetsontwerp dat ter tafel ligt, meer speciaal wanneer dit wetsontwerp voorziet in de mogelijkheid voor een gemeente om uit een intercommunale te treden zelfs wanneer zulks op dit moment contractueel niet mogelijk zou zijn.

Aangezien de memorie van toelichting geen enkele aanleiding uitsluit die kan voeren tot een pluraliteit van organismen die zich op het gemeentelijk grondgebied met een zelfde activiteit bezighouden, vrezen wij dat een gemeente zou kunnen beslissen, ofwel zich aan te sluiten bij een intercommunale, ofwel een gemeentebedrijf of dienst op te richten, waarvan de activiteit overeenkomt met die van een intercommunale waarbij zij reeds voor een bepaalde activiteit behoort.

Of nog, dat een organisme in akkoord met de gemeente zijn voorwerp uitbreidt tot een activiteit die reeds door een andere wordt verzekerd in de gemeente, om aldus deze laatste te zien ontsnappen aan de statutaire regelen betreffende de uittreding.

Wij hadden in de commissie dan ook een amendement ingediend dat moest voorkomen dat de gemeente een kunstmatige concurrentieslag zou kunnen uitlokken tussen de intercommunes om de bepalingen van paragraaf 1 van artikel 8 te omzeilen onder inroeping van paragraaf 2 van hetzelfde artikel.

De sussende verklaringen die de minister afgelegd heeft in de commissie, hebben ons ertoe gebracht ons amendement in te trekken, maar ik ben op dit punt toch niet helemaal gerustgesteld en ik wou van de minister vernemen welke concrete waarborgen aanwezig zijn opdat in deze materie geen manoeuvres worden uitgehaald, zoals die welke ik zoëven beschreven heb.

Het derde punt dat ik even wil aanraken, betreft de concrete toepassing op het terrein van de bepalingen van artikel 23 van dit ontwerp, waar het gaat over de overname enerzijds, van installaties of inrichtingen en anderzijds, van personeel wanneer een gemeente uit een intercommunale treedt of wanneer deze intercommunale voortijdig wordt ontbonden of niet wordt verlengd.

In het wetsontwerp is bepaald dat het personeel van de intercommunale behorend tot de overgenomen activiteit, eveneens zou worden overgedragen overeenkomstig tussen de partijen te bepalen nadere regels. Wij stellen nochtans nogal wat vragen nopens de juiste betekenis van de woorden « het personeel van de intercommunale ».

In de eerste bijlage van het verslag is immers vermeld dat meer speciaal in de energiesector, 3 317 personen rechtstreeks tewerkgesteld zijn door de intercommunes en niet minder van 12 232 personen onrechtstreeks. Uit de opmerkingen gevoegd bij de statistieken vervat in deze eerste bijlage, blijkt bovendien dat niet minder dan 11 864 personen rechtstreeks en uitsluitend werken voor de intercommunes, hoewel zij in rechte behoren tot een privé-onderneming, vennoot van deze intercommunes.

Wij zouden dan ook graag van de minister vernemen of de bepaling in artikel 23 « personeel van de intercommunale » moet worden geïnterpreteerd op een restrictieve manier, dit wil zeggen of zij uitsluitend toepasselijk is op het personeel dat rechtstreeks afhangt van de intercommunes ofwel of het hier eveneens gaat over personeel dat desgevallend onrechtstreeks tewerkgesteld is maar niettemin direct afhankelijk is van deze intercommunale.

De heer Geldolf. — Daarover is geen twijfel mogelijk na het lange debat in de commissie. Het gaat alleen om het rechtstreekse personeel van de intercommunale.

De heer De Kerpel. — Ik meende dat ik mij tot de minister richtte en ik kijk met belangstelling uit naar zijn antwoord.

De heer Geldolf. — De minister heeft al bevestigend geknikt.

De heer De Kerpel. — Het is nogal evident dat de betrokken personeelsleden vaak sinds jaar en dag een echte openbare functie waarnemen en het kan toch niet zijn dat ter gelegenheid van een dergelijke operatie, de personeelsleden die sinds jaar en dag instaan voor de dienstverlening aan de bevolking van een bepaalde gemeente, ingevolge de toepassing van dit wetsontwerp aan de deur zouden worden gezet.

Ik zal aandachtig luisteren naar het antwoord van de minister op deze precieze vraag. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hubin.

M. Hubin. — Le PSC et le PRL nous ont appris comment retarder l'adoption d'un décret — le décret Coëme en l'occurrence — en demandant l'avis du Conseil d'Etat sur des amendements.

Dans votre chef, vous appelez cela une manœuvre alors que nous ne faisons qu'imiter nos collègues du Conseil régional wallon.

M. le Président. — La parole est à M. Paque.

M. Paque. — Monsieur le Président, le projet dont nous terminons aujourd'hui la discussion poursuit les objectifs suivants: 1° Le respect de l'autonomie communale et la garantie de la prépondérance des communes dans les intercommunes; 2° La mise en place d'une plus grande démocratisation des intercommunes; 3° L'allègement de la tutelle sur les intercommunes; 4° Une plus grande transparence des intercommunes; 5° Une solution, dans le respect de l'autonomie des communes et des principes de droit, des problèmes apparus à la suite des fusions des communes.

Par leurs discours, les intervenants du groupe socialiste ont démontré que les cinq objectifs que vous vous étiez assignés n'ont pas été atteints.

En effet, il n'y a pas respect de l'autonomie communale et il n'y a pas démocratisation dans les intercommunes, alors que l'ensemble de votre projet privilégie la participation du privé. Il n'y a pas respect de l'autonomie des intercommunes alors que vous refusez la constitution d'une intercommunale par d'autres intercommunes, la participation de la région à une intercommunale, la liberté pour la localisation du siège social, la minorisation des provinces dans la gestion et, enfin, l'admission au conseil d'administration ou au collège des commissaires de spécialistes autres que des mandataires communaux représentant les communes.

En ce qui concerne la tutelle sur les intercommunes, l'article 2 qui est très important, nous apprend que ne peuvent faire partie des intercommunes, les personnes de droit public dont un organe exerce les tutelles d'approbation et d'annulation. Ce texte, bien entendu, vise la région, celle-ci exerçant en effet, sur base de la loi du 8 août 1980, la tutelle sur les intercommunes.

Il est observé que les provinces ainsi que l'Etat peuvent continuer à faire partie de l'intercommunale, bien qu'ils interviennent encore dans le contrôle de celle-ci, notamment par l'approbation des comptes.

D'autre part, cet article autorise la participation de personnes privées et légalise donc le système des intercommunes mixtes.

Nous sommes d'avis que l'autorité de tutelle doit pouvoir participer à une intercommunale, tout comme le faisait l'Etat dans la loi de 1922, avec participation au capital et/ou avec pouvoir d'avis.

Le texte de l'article 2 sera source de difficultés. D'abord, la tutelle peut varier de région à région; elle peut être exercée soit par la région, soit par le gouverneur, soit par la députation permanente. Ce sont les autorités régionales, ou le pouvoir central pour Bruxelles-ville et les communes à statut spécial, qui sont, en effet, compétentes, dans le cadre des principes constitutionnels actuels, pour organiser la tutelle sur les communes de leur ressort et donc, fixer l'autorité de la tutelle.

Ceci peut poser des problèmes, dans l'état actuel des choses, pour les communes de la province de Brabant où on pourrait imaginer une tutelle différente pour la tutelle, la province ne pourra, en vertu du nouveau texte, faire partie d'aucune intercommunale. Or les provinces jouent, dans certaines régions, un rôle important en matière d'intercommunales et leur retrait obligatoire de celles-ci posera de nombreux et difficiles problèmes.

Par ailleurs, si c'est la députation permanente qui est rendue compétente pour la tutelle, la province ne pourra, en vertu du nouveau texte, faire partie d'aucune intercommunale. Or les provinces jouent, dans certaines régions, un rôle important en matière d'intercommunales et leur retrait obligatoire de celles-ci posera de nombreux et difficiles problèmes.

Il résulte de ce qui précède qu'on envisagera probablement de confier la tutelle soit à la région, soit au gouverneur qui représente le pouvoir central et le pouvoir régional au niveau de la province et qui est, en même temps, président de la députation permanente.

Pour le Parti socialiste, et notre collègue M. Hubin l'a rappelé dans son excellent discours — vous voyez, monsieur Vercaigne, que nous nous rencontrons parfois —, les intercommunales doivent permettre d'atteindre trois objectifs bien distincts :

1. Affranchir la puissance publique des multiples pressions directes ou indirectes exercées sur elle par certains intérêts privés;

2. Substituer, dans la gestion des entreprises, la notion de service au bénéfice de la collectivité à celle de profit au bénéfice exclusif des actionnaires;

3. Instaurer une véritable démocratie dans ces entreprises, afin que le personnel cesse de s'y sentir étranger et qu'il participe davantage à leur fonctionnement au lieu de leur prodiguer simplement son travail.

La fusion des communes de 1975 et la régionalisation de 1980 impliquent certaines modifications du statut des intercommunales, mais elles doivent s'effectuer en respectant ces trois objectifs.

La démocratisation est un objectif en soi louable; nous ne sommes cependant pas persuadés que les dispositions prévues dans le projet soient aisément praticables et permettent de rencontrer efficacement cet objectif.

La primauté des pouvoirs publics sur des tiers privés était bien plus nettement affirmée dans la loi de 1922 et a fait l'objet à l'époque de mises au point formelles qui ne semblent pas reprises avec la même vigueur dans le projet.

Une intercommunale ne peut avoir un but commercial, l'esprit de lucre ne peut inspirer les gestionnaires publics; dans ce domaine essentiel de la préservation de l'intérêt général ou de l'utilité publique, le projet n'est guère aussi explicite que la loi de 1922 que vous voulez remplacer.

Dans la répartition des responsabilités de gestion, certaines difficultés pourraient se poser dans le cas où une province est un associé dont la participation est très significative; il en est de même lorsqu'une ou plusieurs intercommunales constituent, en capital social et de fait, l'épine dorsale de la société.

Enfin, nous nous interrogeons encore sur le fait de savoir si le règlement des conséquences des fusions des communes relève de la loi organique ou d'un décret régional.

Pour toutes ces raisons, monsieur le ministre, et pour combien d'autres encore, le Parti socialiste ne votera pas, et combattra avec acharnement, votre mauvais projet sur les intercommunales. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Wyninckx. — Très bien !

M. le Président. — La parole est à M. Nothomb, Vice-Premier ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, je me réjouis d'avoir pu entendre des interventions aussi nombreuses qu'intéressantes dans la

discussion de cet important projet. Je ne peux que me féliciter d'avoir participé à un débat qui fut long sans doute...

M. Wyninckx. — Ce n'est pas encore fini.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — ... ainsi que, monsieur Wyninckx, pour autant que vous me laissiez parler, ...

M. Wyninckx. — Je vous prévenais simplement.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — ... d'avoir pris part aux très intéressants travaux qui se sont déroulés en commission.

Le projet a été déposé en juin 1983 et a mis plus d'un an pour arriver en séance publique. Dix-sept séances de commission ont eu lieu et je tiens à remercier le président de la manière efficace dont il a présidé les travaux.

Je tiens également à remercier le rapporteur qui a rédigé une excellente synthèse de travaux fort complexes. J'espère que les sénateurs qui ont travaillé avec moi en commission reconnaîtront la volonté du gouvernement de mener un travail en commun. Nous avons amélioré le texte ensemble; ainsi, le projet qui vous est aujourd'hui soumis, ne relève plus de mon entière paternité, mais est le résultat des avis et de l'expérience de membres de la majorité comme de l'opposition.

Nous avons tenu compte de l'avis des parlementaires et de puissantes organisations telles que l'Union des villes et communes belges, Intermixt et Inter-régies, en respectant les prérogatives des parlementaires. Le président a imaginé une procédure satisfaisante pour tout le monde.

Chacun reconnaissait depuis longtemps qu'il fallait remettre sur le métier la loi de 1922. Combien de ministres ont tenté de le faire! Mais il était impossible, sans une certaine stabilité gouvernementale, de mener à bien la très longue préparation de ce projet, car il convenait de tenir compte des lois de 1980 et de la nécessité de se conformer scrupuleusement à la limite des compétences du Parlement national, ce qui nous a amenés à consulter plusieurs fois le Conseil d'Etat. Il a fallu aussi établir la synthèse des nombreux projets et propositions qui furent élaborés par ailleurs.

La préparation de cette discussion générale en séance publique a exigé beaucoup de temps et je me réjouis d'avoir pu, avec votre collaboration, mener ce projet à ce stade. J'ose espérer que dans 60 ans, mon successeur — puisqu'on modifie cette loi tous les 60 ans — pourra profiter d'un aussi bon climat.

Normalement, c'est en l'an 2040 qu'elle sera à nouveau modifiée si l'on suit le rythme. (*Sourires.*)

M. Wyninckx. — Vous attendrez un vote pendant soixante ans?...

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Nous faisons ici une œuvre importante pour la vie associative et la vie communale et intercommunale dans notre pays.

Je traiterai d'abord les problèmes de compétence pour en venir ensuite au contenu du projet de loi.

Je ne reprendrai pas les longs exposés que j'ai eu l'occasion de faire en commission et je ne relirai pas les longs avis du Conseil d'Etat, car tous figurent dans le rapport; ils sont connus de chacun.

Je rappellerai néanmoins que l'idée générale qui a prévalu dans toutes les tentatives successives de réforme, en matière d'organisation du pouvoir public local, a toujours été que les lois organiques restent de la compétence du législateur national.

M. Bascour, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Une commune en Belgique est une commune, en quelque région qu'elle se situe. Il en est de même des intercommunales, qu'elles soient dans l'une ou l'autre région. Ces lois sont des lois d'organisation. La tutelle, le contrôle de l'activité politique des actes des communes et des intercommunales sont de la compétence régionale, et c'est bien ainsi. Nous devons nous en tenir à cette norme.

Chacun sait, y compris ceux qui cherchent noise à la compétence nationale en la matière, que c'est l'esprit général de la législation de 1980. Il ne s'agit donc pas de vouloir grignoter des compétences, mais d'exercer les compétences du législateur national. Si les lois de 1980

n'avaient pas existé, le ministre de l'Intérieur aurait rédigé un projet semblable à celui qui vous est soumis, comportant toutefois quelques articles en plus réglant pratiquement les modalités, les procédures et l'organisation de la tutelle.

Vous n'êtes pas sans savoir que le premier projet de loi que j'ai soumis au Conseil d'Etat contenait des dispositions débordant légèrement les compétences nationales. Le Conseil d'Etat ayant formulé des observations à ce sujet, tous les dépassements de compétence ont été éliminés et nous nous sommes conformés strictement à l'avis du Conseil d'Etat.

Certains intervenants, dont M. Wyninckx, ont cherché à opposer entre eux divers avis du Conseil d'Etat, négligeant de mettre en lumière qu'il s'agissait d'avis sur divers projets et propositions successifs et différents.

En fait, c'est l'avis du 16 mars 1983 du Conseil d'Etat à propos du projet dont nous discutons aujourd'hui qui est déterminant en cette matière; c'est le seul qui compte pour discuter de ce projet sous l'angle des compétences.

Le Conseil d'Etat est formel dans ses conclusions à la page 24 de cet avis: « En conclusion », dit-il, « pour des raisons qui ont été exposées ci-dessus, même en ses dispositions énoncées à l'article 9, alinéas 2 et 3, qui ont trait à la fixation du ressort des associations de communes, le projet relève de la législation organique de ces associations et ressortit à la compétence du législateur national. » C'est suffisamment clair, tous les avis subséquents du Conseil d'Etat, y compris ceux sur des propositions de décret ayant un objet analogue, l'ont encore été davantage.

On m'a demandé pourquoi nous n'avions pas demandé l'avis des régions. Il n'en est pas question.

Je ne m'attends pas à ce que les régions, quand elles font de la législation, dans le cadre de leurs compétences, demandent l'avis du ministère de l'Intérieur même en des matières connexes. Chacun doit exercer ses compétences dans les limites reconnues. Les communes par exemple ont leurs compétences bien définies et limitées, mais ce n'est pas le sujet de ce débat.

Je constate avec regret que le Conseil régional wallon a, en votant la proposition de décret Coëme, dépassé ses compétences. J'ai donc à ce propos annoncé que dès que ce décret serait promulgué, le gouvernement introduirait un recours à la Cour d'arbitrage. On ne peut évidemment pas admettre que le droit et la Constitution soient violés dans notre pays. Il y a de plus un danger pour nos communes à ce que des normes soient fixées, d'une part, par un conseil régional et, d'autre part, par le Parlement, ou soient en voie de l'être comme la législation que nous allons adopter, je l'espère, et qu'il s'en suive ainsi une grande insécurité psychologique et juridique.

J'ai toutefois le plaisir d'observer que, de temps en temps, les contacts entre les régions et le pouvoir national ne sont pas tout à fait « obturés ».

Ainsi, de même que j'ai proposé aux régions de différer la promulgation de la loi sur la tutelle des communes, que nous avons adoptée il y a un certain temps, ce afin de leur permettre de préparer leurs procédures en tenant compte de la nouvelle législation — je pourrais attendre jusqu'à la fin décembre pour que cette loi n'entre en vigueur qu'au début de l'année 1985 —, j'ai eu le plaisir d'apprendre que, ce matin, l'exécutif wallon avait décidé d'attendre pour promulguer le décret Coëme jusqu'au 31 janvier 1985.

Comme entre-temps nous aurons probablement voté la présente loi, le gouvernement pourra déposer un recours à la Cour d'arbitrage contre ce décret qui aura été promulgué et la Région wallonne, si elle le désire, pourra simultanément déposer son recours contre le projet de loi voté par les Chambres législatives. Nous saurons ainsi en une fois quel est le droit dans ce pays. Ceci pour dire qu'il existe parfois des solutions pragmatiques à des conflits de principe.

M. Paque. — Vous nous proposez d'avoir recours à la Cour d'arbitrage.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je ne propose rien... Je connais la législation belge...

M. Wyninckx. — Je communiquerai cela à M. Geens car c'est très important. Eux aussi ont donné un avis unanime contre ce projet.

M. Paque. — Et vous devez le communiquer à M. Dehousse...

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je vous donne une information qui peut intéresser les honorables sénateurs, spécialement les socialistes wallons qui s'étaient tant intéressés à ce problème de compétence et aux conflits possibles entre deux normes législatives, l'une fixée par le Parlement national dans l'exercice de sa compétence et l'autre par le Conseil régional wallon hors de sa compétence, comme le Conseil d'Etat l'a souligné dans son avis.

J'en viens au contenu du projet.

Première remarque. Ce projet, plusieurs orateurs l'ont souligné, concerne toutes les intercommunales. On a beaucoup parlé des intercommunales d'électricité. Comme l'a dit M. Wyninckx, ces dernières sont minoritaires en nombre, car il existe une grande masse d'intercommunales dans les secteurs les plus divers et, bien entendu, le sujet est important en raison des conséquences économiques.

M. Delmotte. — Il y a des barons...

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je ne sais pas; je n'en rencontre pas souvent, monsieur Delmotte. Peut-être avez-vous plus de relations que moi...

M. Delmotte. — Je n'employais pas ce mot dans le sens étymologique du terme. Mais il y a les barons du kilowatt.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Il y a beaucoup de barons dans les intercommunales, m'a-t-on dit. Mais comme je ne fais partie d'aucune d'entre elles, je suis tout à fait indépendant à l'égard de ce problème.

M. Delmotte. — Il y a ceux qui abreuvant les caisses électorales du CVP et du PSC. Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais deux auteurs chrétiens d'un livre bien intéressant.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je n'ai aucune intention de siéger dans une intercommunale. Je demanderai à MM. Delmotte et Wyninckx de ne pas interrompre mon exposé qui tentera d'être court. J'essaierai de ne pas provoquer des interruptions.

M. Delmotte. — Tant qu'il n'y a pas de contrevérités, il n'y a pas d'interruptions.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Il vient d'y en avoir une, alors que je n'avais pas énoncé de contrevérité, monsieur Delmotte.

Je reprends mon exposé. Le projet, ai-je dit, concerne toutes les intercommunales. Son but est évidemment de promouvoir le mouvement intercommunal, d'aider les intercommunales à se développer, puisque, ce faisant, on améliore les moyens d'actions des communes, et ce dans des domaines extrêmement divers.

Ce projet laisse une grande liberté. Nous définissons les règles générales que toutes les intercommunales doivent respecter, tout en veillant à laisser leurs spécificités aux statuts de chacune d'entre elles. Il n'y a donc aucun carcan.

Plusieurs orateurs ont décrit diverses intercommunales, rappelé l'histoire de leur évolution, constaté que les fusions n'ont pas ralenti le mouvement intercommunal, ce qui est un signe que, quelle que soit la dimension des communes, une coopération entre elles est toujours nécessaire. Le mouvement intercommunal est un élément clé de notre vie politique et associative. Le seul qui a déclaré le contraire était notre collègue communiste qui n'a pas été applaudi.

Si le but du projet est d'aider le mouvement intercommunal, il ne règle, pour autant, pas tout pour toutes les intercommunales.

Les intercommunales sont soumises aux lois générales et aux règles du secteur dans lequel elles exercent leurs activités. Parfois se cumulent les règles de tutelle propres aux intercommunales et les règles inhérentes au secteur dans lequel elles agissent. Nous ne cherchons à établir ici que les règles de fonctionnement et de tutelle de l'intercommunale comme institution. Si elle agit par exemple dans le domaine de l'électricité ou

dans le domaine social, elle est soumise aux règles et aux lois spécifiques à ce secteur, comme, bien entendu, aux lois générales qui régissent notre pays.

Le projet ne traite donc que de la législation organique, valable pour toutes les intercommunales.

Notre but est d'introduire une clarté plus grande. Celle-ci doit agir au profit des citoyens, qui en ont bien besoin. Les intercommunales sont souvent apparues comme des nébuleuses, difficiles à pénétrer dans leur fonctionnement et à comprendre pour les citoyens, mais aussi, faut-il le dire, pour les mandataires communaux. Nous cherchons donc à apporter la clarté au profit des communes et des mandataires communaux qui doivent animer et contrôler cette action communale, mais aussi au profit de l'intercommunale elle-même. L'existence d'une certaine opacité n'était pas bonne pour le système intercommunal. Nous lui rendons service ainsi qu'aux communes, qui ont besoin de cet instrument pour remplir des missions d'intérêt communal.

Le but essentiel du projet est de restituer aux communes leur pouvoir dans les intercommunales.

Il faut que les intercommunales soient de véritables intercommunales, les choses doivent porter leur nom. Les intercommunales sont issues de la liberté des communes.

Plusieurs orateurs sont venus nous dire qu'ils plaidaient pour les régies communales. Bien entendu, les communes qui veulent faire des régies communales, en font. Celles qui veulent s'associer ou ne veulent pas s'associer, le font ou ne le font pas. Nous n'avons pas dit qu'elles devaient s'associer dans certaines circonstances. Certains prévoyaient l'obligation pour elles de s'associer dans certains domaines ou leur imposaient d'adhérer à telle intercommunale. Dans le cas présent, nulle part le texte n'impose aux communes de s'associer, dans telles circonstances, à telle intercommunale.

Elles ont donc la liberté de s'associer ou non, de régler leurs problèmes par le biais d'une régie ou éventuellement par d'autres méthodes purement communales.

Elles ont le choix entre une intercommunale pure et une intercommunale mixte, si elles trouvent que c'est le meilleur système. Elles ont la liberté de leur forme juridique, mais dans un nombre limité de formes, à savoir celles qui sont énoncées dans le projet de loi. Elles ont le choix des partenaires, et, bien entendu, celui des secteurs, des types de statut qu'elles désirent et celui de l'objectif d'intérêt communal qu'elles souhaitent intercommunaliser.

Tout à l'heure, j'ai entendu l'excellent président de la commission, M. Paque, faire, hélas ! un mauvais discours, à mon sens tout au moins... (*Interruptions sur les bancs socialistes.*)

M. Wyninckx. — On en a entendu d'autres !

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Son discours était d'une qualité formelle que je lui reconnais toujours — peut-être mon propos a-t-il quelque peu dépassé ma pensée...

M. Wyninckx. — C'était *a slip of the tongue*.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — ... mais, quant à son contenu, il me paraissait inadéquat.

M. Delmotte. — Jusqu'à présent, c'est ce que nous pensons du vôtre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Il n'est pas terminé, monsieur Delmotte.

M. Paque a rappelé les trois objectifs que les socialistes poursuivent dans le domaine intercommunal. Ceux-ci, me semble-t-il, peuvent parfaitement être suivis par les communes. Elles peuvent donner la primauté à l'assistance publique; elles peuvent améliorer le contrôle, la démocratie interne. Tout cela est possible. Ce projet doit, dès lors, emporter votre adhésion.

Mais, s'il laisse le choix à chaque commune, le projet présente néanmoins une caractéristique. Il dit notamment que si une intercommunale est créée, la commune doit en garder la maîtrise.

Ce sont là les quatre verrous qui assurent que les intercommunales sont effectivement des intercommunales. Assurer d'abord la liberté,

ensuite la maîtrise : telle est la portée essentielle de ce projet et je veux y insister.

Certains ont affirmé que la règle obligeant la représentation par les conseils communaux prive les communes de l'expertise, par exemple, des fonctionnaires. Or rien n'empêche que les conseils d'administration puissent faire appel à des experts d'une manière systématique; ceux-ci peuvent siéger dans les conseils sans voix délibérative. Tout est possible; la liberté d'élaboration des statuts est large mais le pouvoir de décision restera toujours entre les mains des conseillers communaux. Telle est l'essence même de ce projet.

Ce projet doit permettre les discussions au niveau du conseil communal à propos des intercommunales auxquelles la commune est associée. En effet, les rapports et comptes étant adressés à tous les conseillers communaux, ceux-ci peuvent, s'ils le désirent, interpeller ou interroger ceux d'entre eux qui détiennent un mandat dans l'intercommunale. Ainsi, la circulation de l'information entre conseillers communaux et intercommunales est garantie. Les rapports parviennent à leurs destinataires et ce qui se passe dans les intercommunales reste sous contrôle communal. Je n'ai entendu à ce propos qu'une seule voix divergente.

La présence obligatoire d'un commissaire, membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises, assure le respect d'une plus grande rigueur dans la gestion et dans le respect des règles de comptabilisation. L'obligation de se conformer à la législation sur la comptabilité des entreprises est également une mesure de transparence, qui joue au profit de tout le monde, spécialement des conseillers communaux et des communes. Voilà encore un aspect essentiel du projet. A mon sens, c'est le cœur du problème et je ne désire pas discuter plus longuement à propos de l'opportunité de telle ou telle forme d'intercommunale. Je n'ai aucun avis précis à ce sujet. Quand je me trouverai, comme conseiller communal, devant un choix à opérer, je chercherai à déterminer où réside l'avantage de ma commune.

Je n'ai pas non plus de préférence pour la formule mixte ou pour la formule pure. Les conseillers communaux pourront juger de la valeur de la démonstration qui a été faite ici pour prouver que la formule pure présenterait un plus grand intérêt; ils pourront en discuter et choisir la formule qui leur convient. Le ministre de l'Intérieur et le Parlement n'ont pas à émettre d'avis dans ce domaine; c'est le conseil communal qui doit choisir avant d'entamer une procédure d'affiliation à une intercommunale. Restituer le pouvoir aux communes, c'est aussi le restituer à l'extérieur.

On a évoqué le danger des fausses intercommunales. Certaines intercommunales, d'ailleurs dans un but très louable, ont été créées sous la pression de la tutelle. Cela fut notamment évoqué en commission. Il n'est pas bon que le tuteur fasse partie de l'organe qu'il doit contrôler car cela affaiblit sa position. De même, la liberté des communes est affaiblie lorsque les organisations dans lesquelles elles entrent sont promues, encouragées par celui qui exerce sur elles la tutelle. La garantie de la liberté des communes est que celui qui exerce la tutelle ne puisse pas faire partie de l'intercommunale.

On a également abordé le problème des intercommunales à majorité provinciale, c'est-à-dire des paraprovinciaux avec participation communale. Nous avons édicté sur base d'un amendement déposé en commission une règle particulière pour rencontrer à cet égard un objectif louable.

De même, il ne peut exister d'intercommunales d'intercommunales. En effet, certaines intercommunales pourraient regrouper plusieurs intercommunales ou encore une intercommunale et une commune, mais, dans ce cas, il ne s'agit pas de véritables intercommunales.

Il est cependant toujours loisible à des intercommunales de s'associer à d'autres intercommunales pour autant que les communes y gardent la majorité. Il existe donc toujours une prise directe du pouvoir de la part du conseil communal.

En ce qui concerne la tutelle, j'ai entendu émettre, notamment dans l'opposition, des avis divergents. •

Tout le monde a salué l'allègement de la tutelle qui correspond à un renforcement de la responsabilité interne des conseils communaux. Certains, comme M. Delmotte et M. Mouton, veulent un maintien de la tutelle pour renforcer le pouvoir régional. Cet objectif ne trouve pas sa place dans le présent projet de loi.

Il faut considérer ce qu'était la tutelle dans le passé, notamment lorsqu'elle appartenait au ministère de l'Intérieur. Elle était très faible et les retards, dus au manque d'intérêt, à la négligence, étaient importants. Souvenons-nous du contrôle sur les comptes : lorsqu'il s'opérait avec trop de lenteur, il devenait inefficace.

Il faut une tutelle: elle est exercée par les régions, mais la majorité en a souhaité l'allègement, d'où l'élaboration de ce projet. Je souligne que la tutelle reste entière puisque le pouvoir d'annulation pour motif d'intérêt général subsiste. Cependant, la lourde tutelle d'approbation qui permet de freiner le processus sans explication est supprimée. Cela se justifie par le renforcement du contrôle démocratique interne, qui est beaucoup plus efficace puisque l'intercommunale est contrôlée par les conseillers des communes intéressées à ses activités.

Dans le même esprit, il est positif que la tutelle soit indépendante des intercommunales elles-mêmes. Je suis de l'avis de M. Egemeers, en ce sens que la tutelle doit être un appui et non un système de contrôle et de blocage. La politique de « tiroirs » en matière de dossiers, qui permet de ralentir le travail des intercommunales qui ne vous plaisent pas, est terminée. L'intercommunale doit pouvoir exercer son activité. Le pouvoir de tutelle doit veiller à l'intérêt général et s'expliquer s'il annule ou suspend une décision des intercommunales.

Je crois avoir répondu ainsi pour l'essentiel aux questions posées.

M. Wyninckx. — Est-ce tout? C'est cela l'essentiel?

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — L'essentiel est que les communes soient désormais les maîtres des intercommunales. Ce changement peut déplaire à d'autres, mais c'est le souhait du gouvernement et de la majorité.

J'en viens maintenant à des questions plus précises.

M. De Kerpel m'a interrogé au sujet des mesures prévues pour pouvoir « sortir d'indivision », si je puis m'exprimer ainsi. Un amendement a effectivement été déposé en commission — il en est fait mention à la page 84 du rapport — pour permettre d'éviter qu'une commune crée artificiellement une situation de concurrence afin de pouvoir bénéficier des dispositions de la loi. Cette façon d'agir est contraire à l'esprit de la loi, ainsi que je l'ai signalé en commission.

Le paragraphe 2, auquel on a fait allusion, est considéré comme une dérogation au paragraphe premier. Il ne peut s'appliquer que lorsque plusieurs intercommunales exerçaient effectivement et avant l'entrée en vigueur de la loi, la même activité sur le territoire d'une même commune. Il n'est pas question de tourner la loi en créant des situations inextricables dont il faudra bien sortir.

Par ailleurs, **M. De Kerpel** a posé une question au sujet du personnel concerné par la reprise prévue dans la loi. Après une longue discussion, un vote est intervenu en commission sur ce point; il s'agit effectivement du personnel propre des intercommunales. Je confirme ainsi ce qu'a dit **M. Geldolf** tout à l'heure.

MM. Eicher et **Van Roye** m'ont questionné au sujet des actes commerciaux que peuvent entreprendre les associations intercommunales qui, elles-mêmes, n'ont aucun caractère commercial. Je vous renvoie aux pages 49 et suivantes du rapport.

Je rappelle cependant qu'il faut opérer la distinction entre les actes de commerce tels qu'ils sont énumérés à l'article 2 du Code de commerce et pour lesquels les tribunaux de commerce sont compétents, les autres actes dépourvus de caractère commercial pour lesquels les tribunaux ordinaires sont compétents, et les actes administratifs pour lesquels le Conseil d'Etat est compétent. Le caractère des actes n'a rien à voir avec les caractéristiques de l'association.

Il a été longuement question des privilèges, principalement des sociétés d'électricité. Je rappelle que ces sociétés sont soumises à l'impôt des sociétés suivant les mêmes règles que les autres. Elles ne jouissent donc à cet égard d'aucun privilège fiscal spécifique, bien que leur base taxable soit fortement réduite.

M. Wyninckx. — Ah! (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Dois-je poursuivre les explications? Je peux m'arrêter, monsieur Wyninckx, si vous le désirez.

Ces sociétés bénéficient des dispositions légales encourageant la relance économique qui permettent la déduction fiscale de dépenses d'investissements.

M. Wyninckx. — Au détriment des communes!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — En 1983, sur 14 milliards de bénéfice, 12 ont été

exonérés en application de ces dispositions. Ces sociétés ont, en effet, procédé ces dernières années à des investissements très importants auxquels l'industrie belge a été associée, ce sans aucune aide de l'Etat.

Pour le surplus, l'application des articles 111 à 113 du Code de l'impôt des sociétés permet à celles-ci, de quelque nature qu'elles soient, de déduire de leurs bénéfices 90 p.c. des revenus de participations permanentes, même lorsque ces revenus proviennent de participations dans des entreprises non taxables.

L'exonération dont bénéficient ces sociétés n'est donc pas due à la disposition fiscale reprise à l'article 26 du projet de loi mais à des dispositions générales.

Je l'ai dit au début de mon intervention: tout n'est pas réglé pour les intercommunales par cette loi. Sont réglés leur statut et les possibilités dans lesquelles elles peuvent définir celui-ci. Elles restent cependant soumises aux règles du secteur dans lequel elles exercent leur activité. Cette situation ne pourrait être modifiée que par une loi spécifique taxant ce type de sociétés. On doit toutefois souligner que ce type de taxe serait discriminatoire pour ces sociétés, vis-à-vis du secteur public, institutionnellement exempté de l'impôt. Mais à qui profite cet état de fait?

Il ne faut pas perdre de vue que le prix de l'électricité, comme celui du gaz, est étroitement contrôlé.

M. Wyninckx. — On l'a vu la semaine passée!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Le Comité de contrôle du gaz et de l'électricité se fonde, pour ce faire, sur ce qu'on appelle l'affectation de la recette ...

M. Wyninckx. — On a l'expérience!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — ... c'est-à-dire la réunion de tous les éléments constitutifs des prix de vente de l'électricité et du gaz, en ce compris le bénéfice.

M. Delmotte. — On ferait mieux de ne pas parler de ce chapitre!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Cette affectation des recettes est contrôlée par des réviseurs d'entreprises affectés au Comité de contrôle.

On peut donc dire que le fait que ces sociétés paient peu d'impôts est pris en compte pour la fixation des tarifs et qu'un des bénéficiaires en est le consommateur.

M. Wyninckx. — Qui a rédigé cette réponse?

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Le secteur, pour faire face à ses besoins en capitaux, fait appel à l'épargne publique. En effet, les actions sont dispersées dans le public.

M. Wyninckx. — Peut-être est-ce Ebès qui a rédigé cette réponse?

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Il est normal que l'épargnant retire une rémunération à peu près équivalente à ce que coûterait un financement auprès d'une banque publique, par exemple. Je parle de ce secteur car plusieurs membres l'ont évoqué.

M. Wyninckx. — On en reparlera!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — A mon sens, la réponse que je viens de donner suffit.

Il s'agit d'un projet de loi organique et les communes sont assez grandes pour choisir le type d'intercommunale dans lequel elles souhaitent entrer. Si elles veulent une intercommunale d'électricité, elles peuvent en choisir le type, les modalités et le statut.

M. Wyninckx. — Un régime commandé par Ebès et Intercom!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — En tant que ministre de l'Intérieur, je n'ai pas à donner d'autre réponse.

Toutefois, par politesse à l'égard des honorables membres, j'ai voulu donner quelques informations précises, bien qu'elles ne relèvent aucunement de ma compétence. Je suis, en effet, compétent en matière de préservation, de respect et de garantie de l'autonomie communale.

Le projet garantit la liberté aux communes et, dans chaque cas, celles-ci ont le loisir de comparer les avantages et les inconvénients des deux systèmes, les intercommunales mixtes ou les intercommunales pures, et de choisir ainsi la solution qu'elles estiment la plus avantageuse.

De plus, la tutelle a toujours exigé, préalablement à l'affiliation d'une commune à une intercommunale, qu'une étude comparative entre les différents types de gestion soit établie. Il lui sera toujours loisible d'exercer son pouvoir d'annulation si elle estime que la décision prise par la commune est contraire à l'intérêt général.

En ce qui concerne l'évaluation du dommage, plusieurs questions ont été posées, notamment par M. Peetermans.

La commission a longuement examiné ce point; cela ressort aux pages 80 et suivantes du rapport. Finalement, elle a retenu la formulation reprise dans le projet. Il est, en effet, impossible de définir des règles précises pour le calcul du dommage. Comme ce fut souligné en commission, chaque cas est un cas d'espèce, la situation pouvant être différente en fonction de l'activité exercée par l'intercommunale et, dans une même activité, en fonction de la situation dans laquelle l'intercommunale même se trouve.

Il appartiendra aux experts de déterminer, cas par cas, le montant du dommage subi. A défaut d'accord entre les experts, les tribunaux apprécieront en se référant aux principes du Code civil.

Quant à mettre cette réparation à charge de la nouvelle intercommunale à laquelle la commune s'affilie, il appartiendra à cette commune de négocier son affiliation en apportant, par exemple, si tel est son intérêt, d'une part, les installations dont elle est devenue éventuellement propriétaire et en demandant, d'autre part, à l'intercommunale à laquelle elle s'affilie de prendre en charge la réparation du dommage.

Toujours en ce qui concerne les conditions de retrait, M. Toussaint a estimé que la disposition reprise à l'article 23, paragraphe 2, introduisait une discrimination entre les intercommunales pures et les mixtes. Ce n'est, bien entendu, pas le but, les mêmes règles étant d'application quel que soit le type d'intercommunale.

En pratique, la seule différence réside dans le fait que, dans les intercommunales pures, les pouvoirs publics assument à eux seuls la charge du financement des installations.

Il est par conséquent normal que, lorsqu'elle se retire, une commune puisse disposer du réseau qu'elle a réellement payé. Dans ce cas, l'avis d'experts sera nécessaire. Toutefois, si les emprunts relatifs à ce réseau n'ont pas été totalement remboursés, la commune devra continuer à en supporter la charge. Dans le système mixte, comme l'a dit M. Toussaint, le privé se substituant souvent au public, qui ne souhaitait pas investir, a pris en charge le financement des installations. Il est normal que la commune qui se retire paie ses installations, lorsqu'elle les emporte avec elle pour en disposer après son retrait. Il existe des cas dans le système mixte où les communes ont participé au financement de l'installation et dans ce cas, on se trouve exactement dans la même situation que pour les intercommunales pures. La commune a le droit de reprendre le réseau qu'elle a payé.

En fait, on peut supposer que lorsqu'une commune se retire d'une intercommunale pour aller dans une autre, du moins pour une partie de son territoire, elle va négocier de deux côtés à la fois pour voir où est son intérêt. Les charges qu'elle aura payées d'un côté, elle les fera transférer de l'autre ou inversement. Chaque commune est maîtresse du choix et garde la liberté — c'est dans le projet — de rester affiliée à plusieurs intercommunales, si c'est son intérêt. Elle n'a donc nullement l'obligation d'unifier.

M. Paque. — Ah!

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Effectivement, il est possible qu'une commune ait trois sociétés de distribution d'eau sur son territoire correspondant, par exemple, à trois vallées ou à trois sources. Il ne nous appartient pas de lui imposer d'unifier son système de distribution d'eau ou de production d'eau. C'est la commune qui jugera et nous ne pouvons pas, dans une

loi organique, prévoir les solutions en la matière. La commune est autonome et responsable. En cas d'erreur, la tutelle peut toujours intervenir au nom de l'intérêt général.

M. Geldolf a fait état de contradictions entre les textes français et néerlandais. La signification de la disposition reprise au deuxième alinéa de l'article 9 figure clairement dans le rapport de la commission à la page 62. Il a été signalé, lors de la discussion du deuxième amendement déposé à cet article, que subordonner l'acceptation d'une modification statutaire à l'accord de toutes les communes affiliées, donnait à une seule commune un droit de blocage du fonctionnement de toute l'intercommunale. Cela est contraire au principe que j'ai énoncé en commençant, à savoir que nous avons voulu, par cette loi, promouvoir et aider le mouvement intercommunal. On ne pourrait donc l'accepter.

En ce qui concerne la traduction néerlandaise de l'expression française «délibéré» par «beraadslaagd en beslist», elle est conforme à l'avis du service linguistique du Sénat et a donc été adoptée par la commission.

J'en viens à un dernier problème sur lequel M. Wyninckx et d'autres membres ont beaucoup insisté.

Il s'agit du fait que suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, des changements devraient intervenir en cours de législature communale. Effectivement, si cette loi est votée bientôt, il est prévu que les sociétés intercommunales devront y conformer leurs statuts dans l'année. Je désire que cela ne soit changé en aucun cas.

Par contre, mon attention a été attirée sur le fait que des mandataires ont dû choisir, par exemple, de rester au conseil communal plutôt que de s'occuper de l'intercommunale, en réfléchissant au meilleur moyen de servir la commune, et qu'il n'est pas souhaitable de bouleverser les règles au milieu d'une législature communale.

Puisque, dans sa grande sagesse, le président a décidé que l'avis du Conseil d'Etat, quand il nous sera communiqué, sera tout d'abord discuté en commission avant d'être examiné en séance publique, je suis prêt, si la majorité est d'accord sur ce point et si l'opposition veut bien faire en sorte de ne pas retarder nos travaux, à envisager une solution pragmatique.

Mon but n'est pas d'ennuyer le monde mais de veiller à ce que les intercommunales puissent fonctionner avec plus de clarté et d'efficacité, et surtout qu'elles soient désormais le vrai prolongement des communes et puissent réellement aider celles-ci, sous le contrôle du conseil communal. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. Paque. — Ce n'est pourtant pas votre habitude, monsieur le Vice-Premier ministre, mais vous avez fait cette fois un discours exécrationnel.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Le vôtre était mauvais aussi, monsieur Paque, nous sommes quittes.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, allereerst wil ik antwoorden op een opmerking van de Vice-Eerste minister in verband met het advies van de Raad van State.

Op een bepaald ogenblik heeft hij gezegd dat er een advies van de Raad van State is over dit ontwerp.

In een debat zoals het huidige kan men natuurlijk niet voorbijgaan aan andere adviezen over dezelfde materie. Bijgevolg moeten wij ook met de andere adviezen rekening houden in dit debat, dat wij trouwens over weinig dagen zullen herbeginnen.

U hebt, mijnheer de Vice-Eerste minister, de wijze raad gegeven naar het Arbitragehof te gaan. Dat behoort niet tot de taak van de Senaat, en evenmin van de Kamer. Wij zullen die suggestie echter doorspelen naar de bevoegde instanties, in dit geval de gewestelijke executieven.

Vermits de heren Geens, Poma en Akkermans, leden van de Vlaamse executieve, een houding hebben aangenomen die erop neerkwam dat het inderdaad tot de bevoegdheid van de gewesten behoorde deze materie te regelen — die houding hebben zij in de Senaat niet bevestigd — zullen zij, naar ik aanneem, nadien echter in de Vlaamse executieve opnieuw terugkeren naar hun oorspronkelijke opvatting. Wij zullen hun uw suggestie overmaken op de juiste plaats en vermelden dat u, als minister van Binnenlandse Zaken, hun hebt aanbevolen naar het Arbitragehof te gaan. Daar krijgen wij misschien klaarheid. Wij hadden hier immers een grotere klaarheid verwacht, maar misschien zullen wij die nog krijgen.

U bent aan een aantal niet-onbelangrijke vragen voorbijgegaan.

Op één fundamentele vraag hebt u op een voorzichtige positieve wijze geantwoord. Het ging over de samenstelling van de beheersorganen en de overgangperiode die zou lopen tot de algemene vergadering na de eerstkomende gemeenteraadsverkiezingen. Wij nemen daar akte van.

Ik kan u wel beloven dat wij daarover geen advies van de Raad van State meer zullen vragen, want dat zou een verbetering betekenen van het ontwerp, en in dat geval is dat natuurlijk niet nodig.

U hebt uitvoerig geantwoord op de vragen van de heer De Kerpel. Het is altijd zeer vriendelijk meer aandacht te besteden aan vragen van leden van de meerderheid dan aan die van de oppositie. Wij zijn daaraan gewend geraakt.

Ik wil u een vraag stellen. Ik lees hier: «Bientôt une Charte de l'autonomie locale. Une sixième conférence des ministres européens responsables des collectivités locales aura lieu à Rome du 6 au 8 novembre 1984.» U wordt verwacht op die bijeenkomst.

Op de agenda van woensdag 7 november van de Senaat staat de voortzetting van dit debat ingeschreven. Kunnen wij de zekerheid krijgen dat u dan toch in de Senaat aanwezig zult zijn?

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Je ne voudrais pas vous manquer, monsieur Wyninckx!

M. Wyninckx. — Alors j'ai un conseil à vous donner, monsieur le ministre.

Vous avez parlé des vertus de votre projet.

Nous connaissons les vices, les erreurs et les péchés capitaux de ce projet. Je crains que vous ne deviez vous confesser très souvent. La lumière de Rome vous donnera peut-être l'inspiration!

Nous allons, quant à nous, dans deux semaines, vous apprendre à lire votre bréviaire au sujet de ce projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hubin.

M. Hubin. — Monsieur le Président, je vais essayer de m'adresser, dans toute la mesure du possible, de manière courtoise au Vice-Premier ministre.

Vous dites, monsieur le ministre, que les buts du Parti socialiste peuvent être réalisés grâce à votre loi. Le premier but que nous revendiquons est d'affranchir la puissance publique des multiples pressions directes et indirectes exercées sur elle par certains intérêts privés. Or votre loi ne le permet pas.

Vous avez en fait, et nous en sommes conscients, institué les intercommunales mixtes sans qu'une demande préalable soit introduite. Cette procédure deviendra normale et l'intercommunale mixte sera instaurée sans l'avis du pouvoir de tutelle.

Je vous ai dit clairement, je crois, que le contrôle des intercommunales mixtes est purement fictif et totalement inefficace.

Vous avez vous-même reconnu — donc, je ne plaiderai pas ce point — l'existence de privilèges fiscaux à l'égard des intercommunales mixtes d'électricité.

J'acte aussi — et je vous dis cela très courtoisement, monsieur le ministre, mais il faut que je le fasse à cette tribune — que l'ancien président du PSC n'a pas démenti mes déclarations quant au financement des campagnes électorales du PSC et du CVP.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, M. Hubin vient de commettre une seconde incongruité avec une attaque personnelle et je souhaite lui répondre immédiatement.

M. le Président. — Puisque l'orateur en est à sa conclusion, monsieur le ministre, je vous propose de le laisser finir son intervention avant de lui répondre.

M. Hubin. — Ma conclusion reste la même que celle que j'ai donnée tout à l'heure et elle est très simple.

En 1936, le gouvernement avait déjà abdiqué devant les puissances financières. Il l'a encore fait cette fois-ci. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Nothomb, Vice-Premier ministre.

M. Nothomb, Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. — Monsieur le Président, j'ai délibérément choisi de ne pas répondre aux insinuations de M. Hubin, car je trouvais qu'elles n'étaient pas correctes.

Je puis affirmer à M. Hubin que j'ai conçu et défendu ce projet de loi avec comme seul but celui de renforcer le pouvoir des communes et d'améliorer la situation actuelle où les communes ne sont toujours pas maîtresses de leurs délégations de pouvoirs dans les intercommunales qu'elles soient pures ou mixtes.

Je rejette donc catégoriquement toutes les insinuations faites, car il n'y avait pas d'accusations directes, selon lesquelles j'aurais pu avoir été inspiré par un quelconque attachement particulier à l'une ou l'autre forme d'intercommunale ou à l'un ou l'autre intérêt particulier en la matière.

Je ne désire pas faire étalage d'affaires d'ordre privé ou financier. Je crois pouvoir en remonter à beaucoup en ce qui concerne un désintéressement total à l'égard des problèmes matériels.

Le fait que M. Hubin ait cherché à utiliser ce type d'insinuation, car il n'a pas osé formuler des accusations directes, prouve qu'il manquait d'arguments quant au fond du projet de loi.

C'est d'ailleurs le cas de la plupart des interventions qui ont été développées par des membres de l'opposition socialiste.

Je suis plus que jamais convaincu que ce projet de loi est le plus favorable pour les communes, car il leur permettra de s'affranchir de divers pouvoirs, qu'ils soient financiers ou politiques, dont l'objectif n'est pas toujours la défense des véritables intérêts communaux.

M. le Président. — La parole est à M. Hubin.

M. Hubin. — Il ne s'agissait pas d'insinuations, monsieur le ministre.

Je me suis référé à des tableaux chiffrés et à des documents qui ont été publiés. J'ai voulu démontrer que vous n'affranchissiez pas la puissance publique des multiples pressions directes ou indirectes exercées sur elle par certains intérêts privés.

Vous ne m'avez pas démenti, donc vous ne pouvez pas atteindre ce but-là.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Geldolf.

De heer Geldolf. — Mijnheer de Voorzitter, ik was even gunstig verrast door de snelle reactie van de minister op het betoog van de heer Hubin. Hij bewijst nog te beschikken over wat Jos Van Eynde eens de essentiële gave van een politicus heeft genoemd, namelijk de gave van de verontwaardiging. Dit neemt echter niet weg, mijnheer de Vice-Eerste minister, dat het geweldig naïef overkwam u te horen spreken over *clarté plus grande, liberté, maîtrise de la commune* en zo verder. Veeleer dan te denken dat u onder pressie staat van belangengroepen wil ik geloven dat u vooral blijk geeft van grote naïviteit als u denkt dat deze nieuwe wet op de intercommunales alle problemen zal oplossen.

Het zal u misschien verwonderen wanneer ik u zeg dat u mij doet denken aan één van de utopische socialistenvan die leefde in de eerste helft van de 19e eeuw. Hij had een eigenaardige naam, namelijk Barthélemy, Prosper Enfantin. In een eeuw waarin de mensen fysisch geknakt waren vóór zij dertig jaar oud waren, dacht deze man dat men alle problemen zou oplossen door een nieuw kledingssysteem in te voeren. Men zou aan de kleding zoveel knopen zetten dat men zich zonder de hulp van iemand anders niet meer kon aan- of uitkleden. Dit zou de solidariteit in de hand werken en alle problemen uit de wereld helpen.

Ik moest daaraan denken toen ik u hoorde spreken over dit ontwerp van wet op de intercommunales en daarbij heb vastgesteld dat u erin geslaagd is op geen enkele vraag een duidelijk antwoord te geven en enkel naïeve verklaringen af te leggen.

Wij hebben in onze uiteenzetting gewezen op een aantal improvisaties en contradicties. Ik denk bijvoorbeeld, aan artikel 14 waarin wordt bepaald dat één van de commissarissen bedrijfsrevisor moet zijn ...

De heer Wyninckx. — Dat is trouwens niet uitvoerbaar.

De heer Geldolf. — ... terwijl u in de commissie het tegenovergestelde hebt beweerd. Op onze vraag dienaangaande hebben wij geen antwoord gekregen.

U is ook niet ingegaan op de tegenstelling tussen het vroegere artikel 8 en het nieuwe artikel 9 en wat daarover op bladzijde 147 van het verslag wordt gezegd. U hebt niet gezegd waarom u niet afzonderlijk heeft gelegifereerd voor de energiesector. Er werd immers duidelijk bewezen dat deze essentieel verschilt van de andere sectoren en dat de wet van 1922 hoofdzakelijk bedoeld was voor de energiesector.

U hebt evenmin geantwoord op onze vraag over de tabel die voorkomt op bladzijde 172 waarvan, hoe men het ook draait of keert, de cijfers niet kloppen: 12 211 is niet hetzelfde als 12 232. Het heeft ons nochtans veel moeite gekost om u die tabel te ontfutselen.

U bent echter vooral in gebreke gebleven in de motivering waarom deze nieuwe wet noodzakelijk was. U hebt wel een theoretische motivering gegeven. Ik herinner nog even aan enkele punten waar ik kan achter staan, zoals de te belangrijke deelneming van niet-gemeentelijke vennoten waarover u uitdrukkelijk hebt gesproken in de memorie van toelichting.

U hebt dat herhaald in de commissie, maar ik heb het u daarnet niet horen herhalen. U hebt alleen gesproken over de vrijheid van de gemeenteraden, maar een zo belangrijk aspect als de deelneming van de niet-gemeentelijke vennoten, daarover hebt u het niet gehad. Tijdens de algemene bespreking hebben wij erop gewezen dat het euvel op geen enkele manier wordt verholpen, wel integendeel. Artikel 2 neemt de beperkingen die in de wet van maart 1922 stonden, niet over.

U hebt ook niet geantwoord inzake het koninklijk besluit dat nodig was volgens de wet van 1922, ook niet wat betreft de versteviging van de controlemiddelen. U heb gesproken over « clarté », maar wat bedoelt u daarmee? In onze ogen betekent dit, dat in de gemengde intercommunales, de leden van de overheidssector werkelijk zouden weten wat de privé-sector doet die in de meeste gevallen beheerder is; zelfs wanneer de overheidssector de helft plus één heeft, dan is heel de administratie, heel het dagelijks beleid, in handen van de privé-sector.

Democratie, doorzichtigheid, betekent dat men weet wat de werkelijke toestand is. De nieuwe wet had moeten beginnen met een nauwkeurige analyse van de bestaande toestand, met het doorlichten van de intercommunales zoals ze vandaag in ons land functioneren. Dat gebeurt niet.

U hebt ook niet geantwoord wat betreft de voogdij. Dit is een grondwettelijk probleem dat wij opnieuw zullen aansnijden nadat wij de adviezen van de Raad van State hebben gekregen. Wij moeten weten wie de voogdij uitoefent. Ergens moet er voogdij zijn en wie ze ook uitoefent, moet de controle op de jaarrekeningen, de controle op de leningen, op de vaststelling van de tarieven, en de controle op de verlenging of op de vervroegde ontbinding uitvoeren.

Evenmin hebt u geantwoord op een supplementaire vraag die op het einde van het debat werd gesteld door de heer Van Der Niepen. Dit was ons ontgaan én in de commissie én tijdens de algemene bespreking. Men heeft ons erop gewezen dat er nog een wet bestaat van maart 1925, een speciale wet op de elektriciteit. Wat wordt er van die wet en hoe past ze in de wet van 1922?

U hebt natuurlijk ook niet geantwoord op al wat wij hebben gezegd in verband met de *hold-up* van 2 en 3 augustus 1921, toen Visart de Bocarmé zijn amendement heeft laten binnensluipen en u hebt ook niet gesproken over de uitdrukkelijke verklaring van de toenmalige minister en van de Voorzitter van de Kamer dat het om een uitzonderlijke situatie ging en dat telkens moest worden bepaald wanneer de privé-sector erbij betrokken zou worden. U hebt het niet nodig geoordeeld dit probleem zelfs maar aan te snijden. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van Roye.

M. Van Roye. — Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention la réponse du ministre et particulièrement celle qu'il a donnée sur un point qui me paraissait important: la liberté des communes, liberté de s'engager et liberté de se retirer.

J'avais fait remarquer, dans mon intervention, que les conseils communaux, quoi qu'en dise le texte du projet de loi, ne sont pas libres parce que, même s'ils ont une majorité dans les conseils d'administration, c'est une majorité formelle, démocratique je le concède, mais je ne vois pas la possibilité pour une commune de se retirer éventuellement d'une intercommunale mixte étant donné les frais que cela pourrait occasionner.

Permettez-moi, monsieur le ministre, de trouver votre réponse quelque peu comique. Vous avez dit qu'il était très simple pour une commune de se retirer: il suffisait d'entrer en pourparlers avec une autre intercommunale afin qu'elle paie les frais qui sont réclamés. Tout cela est

très bien, mais une commune qui désire ne plus être affiliée à une intercommunale, ne désire pas forcément entrer dans une autre intercommunale. Or c'est ce que vous prévoyez. Cela ne m'apparaît pas comme une forme de liberté démocratique. J'affirme que la bonne liberté démocratique est de permettre à la commune de se retirer totalement d'un contexte dans lequel elle estime n'avoir pas satisfaction.

Je prétends que dans la situation actuelle, jamais le gouvernement, dans lequel vous occupez d'éminentes fonctions, n'admettra qu'une commune s'endette uniquement pour se libérer de la tutelle de fait d'une société privée. Vous n'admettez pas qu'elle fasse des emprunts lourds. Au contraire, toute la politique de votre gouvernement consiste à élaborer des plans d'assainissement et à diminuer les dépenses.

Il y a là un problème auquel vous n'avez pas répondu, si ce n'est d'une façon que je trouve particulièrement comique. Vous n'avez pas touché le fond du problème.

M. le Président. — La parole est à M. Goossens.

M. Goossens. — Monsieur le Président, je serai extrêmement bref.

J'ai tenu, hier, à intervenir assez longuement sur le problème particulièrement délicat de la compétence du Parlement national en la matière.

Je constate que M. le ministre n'y a fait aucune réponse. Je demande simplement que cela soit acté. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Wyninckx. — On va y revenir.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Vraight niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Nous espérons aborder la discussion des articles dans quinze jours.

Wij hopen over veertien dagen de artikelsgewijze bespreking te kunnen aanvangen.

INTERPELLATION DE M. HUMBLET AU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES SUR « SA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE DES 7 ET 8 OCTOBRE, LA POSITION DE LA BELGIQUE VIS-A-VIS DU PLAN DE CONTADORA ET L'ACCORD EUROPEEN SUR LE BUDGET DES COMMUNAUTES EUROPEENNES »

INTERPELLATIE VAN DE HEER HUMBLET TOT DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN OVER « ZIJN REGERINGSMEDEDELING VAN 7 EN 8 OKTOBER, HET STANDPUNT VAN BELGIE TEN OPZICHTE VAN HET CONTADORA-PLAN EN DE EUROPESE OVEREENKOMST OVER DE BEGROTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN »

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Humblet au ministre des Relations extérieures sur « sa communication gouvernementale des 7 et 8 octobre, la position de la Belgique vis-à-vis du plan de Contadora et l'Accord européen sur le budget des Communautés européennes ».

La parole est à l'interpellateur.

M. Humblet. — Monsieur le Président, le ministre des Affaires extérieures, qui a une longue expérience ministérielle, n'est pas sans savoir que les communications gouvernementales, conformément aux usages les plus constants, doivent rendre attentive l'opinion publique à un problème — je dis bien un problème — d'une portée exceptionnelle pour l'ensemble de la population.

C'est ainsi qu'un ministre de l'Education nationale prend la parole au moment de la rentrée scolaire ou qu'un autre ministre juge bon de commenter une loi qui vient d'être votée et dont l'importance est exceptionnelle.

Je ne crois pas me tromper en disant qu'à ma connaissance, les communications gouvernementales n'ont pas été utilisées, jusqu'à présent, avant ce cas des 7 et 8 octobre dernier, pour commenter divers événements de la politique internationale.

En somme, monsieur le ministre des Relations extérieures, de même que dans les tragédies classiques, on devrait, dans ce genre, respecter la règle des trois unités, de temps, de lieu et d'action pour les communications gouvernementales.

La presse n'a d'ailleurs pas manqué de souligner que cette communication n'avait, de votre part, rien de candide et de désintéressé.

Je ne citerai pas longuement la presse, d'une part, en raison de l'heure relativement tardive et, d'autre part, parce qu'il n'y a pas intérêt à prendre, dans cette Haute Assemblée, un ton inutilement polémique. Je tiens toutefois à faire référence, de manière générale, à nombre de réserves émises par la presse.

Je crains d'ailleurs qu'un excès de communications gouvernementales n'énervé quelque peu l'importance de ce droit important des membres des gouvernements central, communautaire et régional d'intervenir, mais à bon escient, sur nos radios et sur nos écrans officiels.

En juillet dernier, monsieur le ministre, une déclaration gouvernementale sur l'affaire Pégard aurait, elle, été tout à fait opportune.

Et, puisque je fais référence à Pégard, si tant est que vous abordiez trois problèmes les 7 et 8 octobre, pourquoi ne pas avoir, sur votre lancée, fait le point, d'une part, sur cette affaire et d'autre part, sur le problème du contrat arrêté ou menacé de l'être, entre la Libye et la société Belgonucléaire?

J'en viens maintenant, après ces quelques observations d'opportunité et de table des matières, au fond des problèmes que vous avez abordés les 7 et 8 octobre.

Le premier sujet était relatif à une question fondamentale, celle du renouement du dialogue Est-Ouest. Vous vous êtes félicité de la récente rencontre, à New York, entre MM. Reagan et Gromyko, Qui ne s'en réjouirait pas? Je doute que la Belgique ait joué un rôle quelconque en cette matière. Quant à en déduire que le dialogue Est-Ouest est remis sur rail, il y a de la marge.

La récente décision soviétique de déployer des missiles à longue portée sur des bombardiers et des sous-marins, de même que l'annulation des visites officielles de MM. Honecker et Jivkov et le raccourcissement de celle de M. Ceausescu, en Europe occidentale, montrent bien, hélas! que le dialogue n'est en rien renoué.

Vous avez également abordé le problème de la conférence de San José, que vous considérez comme un succès dû notamment à l'action de la Belgique.

Je cite mes sources. Mais toute source peut être partielle et risquer, par conséquent, d'être partielle. Le journal *Le Monde*, le 2 octobre, affirmait: «(...) Les Dix (...) ont réaffirmé leur soutien au plan de paix mis au point par les pays du groupe de Contadora (...) mais certains d'entre eux sont décidés à donner leur garantie à la mise en application d'un plan qui vise à restaurer la paix et la sécurité dans toute l'Amérique centrale.»

Et, plus loin: «(...) M. Cheysson, suivi par cinq autres ministres européens, s'est déclaré disposé à signer le protocole additionnel de l'Acte de Contadora.»

Monsieur le ministre peut-il m'indiquer si la Belgique fait partie de ces pays et, si sa réponse est négative, les raisons qui motivent cette attitude?

Le même article du journal *Le Monde* reprenait également les propos d'une haute personnalité européenne décrivant la réunion de San José «comme un feu d'artifice qui retombe». Monsieur le ministre sait-il qui est cette personnalité et partage-t-il son avis? Ces précisions sont importantes à l'heure où les Etats-Unis, complètement aveuglés par la campagne électorale en cours, poursuivent leur politique agressive vis-à-vis du Nicaragua: l'affaire du cahier d'instructions élaboré par la CIA à l'usage des *contras* d'Amérique centrale le montre bien. Cette politique des USA vient d'ailleurs de leur valoir, vous ne l'ignorez pas, une ferme condamnation à Bruxelles même par l'ex-tribunal Russell, le tribunal permanent des peuples.

Lors de cette communication des 7 et 8 octobre, vous avez également abordé la question des «arrangements», si je puis me permettre l'expression, pris le 2 octobre 1984 lors du Conseil des ministres des Communautés européennes. Il s'agissait du budget supplémentaire 1984 et du budget de 1985 à présenter au Parlement européen, lesquels ont suscité une vague de critiques de la plupart des membres de cette assemblée, y compris de la part de nombre de vos propres amis politiques. Le rapporteur de la commission du Budget du Parlement européen, Mme Christiane

Scrivener, française, UDF, n'a pas hésité à affirmer que les recettes ont été manipulées et qu'elles ne correspondent pas à la réalité financière.

A propos de la décision du Conseil de financer le budget supplémentaire par le versement d'avances basées sur un accord intergouvernemental, Mme Scrivener a déclaré qu'elle n'a pas de base juridique émanant des traités. Autrement dit, il y aurait violation de l'article 199 du traité CEE et du troisième alinéa de l'article 200, 3°.

J'ai sous les yeux l'un des deux traités de Rome et je lis le texte de l'article 199, 2°: «Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses» et, plus loin, l'article 200: «Les clefs de répartition peuvent être modifiées par le conseil statuant à l'unanimité.»

Mme Scrivener, approuvée en cela par de nombreux collègues, a donc affirmé qu'on allait vers une renationalisation du financement des Communautés.

Mais les critiques ont été encore plus vives à l'égard du projet du budget pour 1985: «budget insuffisant et tronqué», a-t-on dit, puisqu'il ne couvre que huit ou neuf mois au plus de fonctionnement. Comment le déficit sera-t-il financé?

Et, par ailleurs, d'énormes réductions sont prévues pour les dépenses non obligatoires comme, par exemple, une diminution de 27 p.c. pour l'aide alimentaire au tiers monde, ce qui ne manque pas de surprendre, le communiqué final de San José prévoyant au contraire une augmentation de cette aide pour les pays latino-américains.

Les députés européens, enfin, ont exprimé leur crainte de voir le Conseil adopter le principe de la «discipline budgétaire» qui, selon eux, devrait déboucher sur une diminution des compétences du Parlement européen.

J'aimerais, monsieur le ministre, que vous m'indiquiez la manière dont vous abordez toutes ces questions à propos desquelles vous m'avez paru extraordinairement optimiste dans votre communication aux habitants du royaume de Belgique les 7 et 8 octobre derniers. Je pose également la question de savoir si vous privilégiez en l'espèce les relations inter-étatiques, notamment au sein du Conseil des ministres, ou la construction d'une Europe véritablement fédérale.

Ce n'est pas parce qu'on appartient à l'opposition qu'on ne peut souligner, à l'occasion, un élément positif dans la gestion d'un ministre. Je crois que je pourrais sans arrière-pensée, si l'honneur m'en était donné, souscrire à la déclaration à propos de l'Europe, dont vous avez la responsabilité politique, qui a été faite récemment à Lisbonne par Sa Majesté le Roi, mais ces propos sur la construction européenne me paraissent en contradiction avec d'autres réalités que vous sembliez, les 7 et 8 octobre, considérer comme positives.

Je termine cette interpellation en soulignant mon inquiétude de voir la Belgique, dont le rôle fut majeur dans les tentatives successives de construction européenne, sembler s'accommoder aujourd'hui d'un alignement sur les Etats les plus réticents à cet égard. De même, elle s'aligne, ainsi que je l'ai déjà dit à propos de l'Amérique centrale, sur la position des Etats-Unis. Dans les deux cas, est-ce bien là l'intérêt de la Belgique?

Je reste, pour ma part, persuadé que la Belgique doit rester l'un des fers de lance du combat européen, du respect des droits de l'homme — ce qu'elle n'est plus du tout — et qu'elle doit œuvrer pour une Europe des régions et des peuples. Il me paraît, monsieur le ministre, que votre attitude, telle qu'elle peut être perçue, ne correspond nullement à cet objectif. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Tindemans, ministre.

M. Tindemans, ministre des Relations extérieures. — Monsieur le Président, je ne sais si l'honorable membre m'interroge à propos des points que j'ai évoqués dans ma communication gouvernementale ou si, au contraire, il me questionne au sujet des thèmes que j'aurais dû évoquer. Je m'efforcerai cependant de répondre à chacune de ses questions.

Dans cette communication que j'ai faite le dimanche 7 octobre, j'ai avant tout voulu mettre en relief trois événements récents comme étant une évolution constructive dans les relations internationales.

Mon intention était, en effet, d'apporter un message humain et porteur d'espoir en cette période de crise profonde non seulement dans les relations Est-Ouest, mais également au sein de la Communauté européenne.

Dans ce climat difficile que nous connaissons, la 39^e réunion de l'Assemblée générale de l'Onu a été l'occasion d'un certain nombre de discours et de rencontres significatives, susceptibles d'améliorer les

relations Est-Ouest et d'être des signes avant-coureurs d'un climat de dialogue avec, comme perspective plus lointaine, la reprise des négociations sur le désarmement.

Il m'a en effet semblé que la présence de M. Gromyko à New York, ses rencontres avec le président et le secrétaire d'Etat américain, le discours du président Reagan et même la réponse soviétique étaient autant de facteurs d'une amélioration du climat.

Il a été démontré, une fois de plus, à quel point l'Onu peut être un apport unique et considérable, contribuant à favoriser une meilleure compréhension entre les pays, quels que soient leurs systèmes politiques et économiques.

Le second thème que j'ai traité concernait la conférence de San José qui eut lieu les 28 et 29 septembre dernier.

La Belgique a signé le communiqué conjoint avec les autres pays de la Communauté européenne, l'Espagne, le Portugal, les cinq pays de l'Amérique latine ainsi que les quatre pays du groupe de Contadora.

Notre pays a ainsi exprimé sa conviction qu'il faut soutenir les efforts du groupe de Contadora pour mettre un terme à la violence et à l'instabilité qui règnent en Amérique centrale et promouvoir la justice sociale, le développement économique ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans cette région du monde. L'idée d'un rapprochement entre l'Europe et l'Amérique latine est d'ailleurs d'origine belge. Ce fut, en effet, sous une présidence belge, en 1982, que la proposition d'organiser un plan d'aide à l'Amérique centrale fut présentée au Conseil des ministres des Affaires étrangères de la Communauté.

La dimension historique de cette première conférence commune traduit la main tendue de l'Europe vers cette zone tourmentée qu'est l'Amérique centrale.

Quant aux Etats-Unis, ils ont toujours déclaré qu'ils appuyaient les efforts du groupe Contadora. Sur le plan bilatéral, ils poursuivent d'ailleurs les pourparlers engagés avec le Nicaragua, entamés après la visite du secrétaire américain Shultz à Managua, en juin dernier.

Le Belgique soutient d'ailleurs tous les efforts visant à aboutir à une solution pacifique des problèmes qui se posent dans cette région.

Vous avez posé la question de savoir si la Belgique allait éventuellement signer un accord.

Nous avons, sur place, fait une déclaration et nous avons dit, avec d'autres partenaires — les Dix ne s'étaient pas prononcés en tant que tels mais la Belgique était parmi les pays qui l'ont proclamé à haute voix lors de la rencontre —, que nous signerons le texte que les cinq pays de l'Amérique centrale signeront. Il va cependant de soi qu'ils devront d'abord se mettre d'accord entre eux. C'est alors que la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark et d'autres pays y apposeront leur signature. En effet, il ne nous appartient pas d'imposer un texte qui ne serait pas celui qui serait accepté par les cinq pays de l'Amérique centrale.

Puisque vous avez fait allusion à la situation que connaît le Nicaragua et aux dangers que court ce pays, je puis vous dire que j'ai rencontré, au Costa Rica, le ministre des Affaires étrangères de ce pays, M. d'Escotto — ce n'était d'ailleurs pas la première fois —, et fin septembre à New York, son adjoint Mme Nora Escúrga, très connue dans le monde diplomatique.

La question qui se pose toujours, monsieur Humblet, est celle de savoir dans quelle direction évoluera le Nicaragua: est-ce vers une démocratie pluraliste ou vers une dictature marxiste-léniniste? Cette évolution est suivie dans toutes les capitales de la Communauté européenne, plus particulièrement à Paris et à Madrid. L'Espagne ne fait pas encore partie de la Communauté mais elle entretient des liens spéciaux avec l'Amérique latine et l'Amérique centrale. Les Dix se consultent fréquemment afin de savoir quelle attitude adopter à l'égard de ces pays.

Quant au processus d'intégration européen, qui est le troisième thème évoqué dans ma déclaration, je puis assurer l'honorable membre que la Belgique, fidèle à son rôle dynamique et constructif en cette matière, continuera à défendre une politique qui devra, à terme, déboucher sur une véritable union européenne. Je vous citerai pour exemple le « constat d'accord » concernant l'intégration du Portugal qui fut approuvé par les Dix, réunis à Luxembourg. Cet accord a été acquis grâce à une proposition belge; en effet, le dernier compromis accepté par les Dix est d'origine belge.

Nos efforts sont constants pour atteindre une unification européenne. Je ne puis être suspecté d'un manque d'intérêt pour les questions européennes.

Il est vrai que les moyens financiers nécessaires pour couvrir le budget supplémentaire de 1984 font l'objet d'une décision intergouvernementale. Cette situation est tout à fait exceptionnelle et, en soi, regrettable mais elle résulte d'un compromis nécessaire et inévitable pour dégager les moyens financiers nécessaires dans l'immédiat. Si des Etats membres refusent de recourir à des formules communautaires, il n'y a pas d'autre solution pour survivre encore en 1984. On sait que le dépassement de 1 p.c. de la TVA suppose un accord à soumettre à ratification, ce qui prend inévitablement du temps.

Certains pays refusent de s'y soumettre maintenant. Ils mettent comme condition explicite à l'acceptation d'une augmentation jusqu'à 1,4 p.c., pour le 1^{er} janvier 1986 au plus tard, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Comme ces deux questions ne sont pas réglées, il est impossible de procéder à une augmentation des ressources propres de la Communauté par cette voie.

Quelle est alors la solution au problème budgétaire qui se pose déjà maintenant? La décision qui est intervenue ne peut être interprétée comme l'émanation d'une politique tendant à instaurer un système de contribution nationale. Au contraire, elle témoigne de la volonté des Dix de donner à la Communauté les moyens nécessaires, non seulement à sa survie, mais également au développement de nouvelles initiatives politiques.

Je désire expliquer les raisons pour lesquelles j'ai dit, dans mon allocution, que j'étais heureux de la solution intervenue. Jusqu'au dernier moment, il était impossible d'obtenir un accord sur un budget rectificatif pour 1984. Cela signifiait que la Communauté aurait été obligée d'arrêter ses paiements, y compris celui du salaire des fonctionnaires, d'interrompre toute politique développée jusqu'à présent par la Communauté, notamment la politique agricole commune. Il n'y avait aucun consensus et plusieurs ministres refusaient formellement d'augmenter la TVA.

Nous sommes finalement parvenus à un accord, à savoir le paiement sur une base nationale, proportionnellement, pour 1984. Certains pays ont déclaré qu'ils acceptaient cette solution pour le supplément en 1984 mais qu'ils la refusaient catégoriquement pour le budget complet de 1985, étant donné précisément son caractère intergouvernemental.

Nous avons finalement trouvé une solution « à l'arraché ». Le budget 1985 a été approuvé et envoyé au Parlement européen avant la date fatidique du 5 octobre. Les ministres savaient que les dépenses prévues dans ce budget dépassaient les ressources propres actuelles de la Communauté. C'est pourquoi ils ont fait accompagner le budget d'une déclaration précisant qu'avant le 1^{er} octobre 1985, la Communauté fera le nécessaire pour disposer des moyens financiers voulus. Nul n'ignore que les gouvernements nationaux présentent parfois un budget dans de telles conditions. Cette formule a été acceptée par les Dix, et donc également par ceux qui refusaient d'augmenter dès à présent la TVA et les ressources propres.

Que les parlementaires européens, animés d'un véritable esprit européen orthodoxe, critiquent maintenant et la procédure et la formule, je le comprends parfaitement mais tous les ministres des Affaires étrangères qui défendent l'idée européenne ont estimé qu'il était quasi miraculeux que le budget de 1985 ait pu être approuvé et envoyé au Parlement européen. C'est la raison pour laquelle j'ai pu déclarer qu'il ne s'agissait plus d'une grande crise mais que l'Europe continuait.

Permettez-moi, pour terminer, de dire à l'honorable membre que je juge peu utile d'évoquer une fois de plus l'affaire Pégard dont il a été presque exclusivement question ce matin et cet après-midi à la Chambre des représentants. En effet, la position du gouvernement belge sur cette affaire a été précisée à plusieurs reprises tant au Parlement que par le canal de la presse. De plus, vous m'avez déjà interrogé, ainsi que M. Dalem, à ce sujet, et je vous ai répondu.

Par ailleurs, mon rôle en cette affaire est très limité. Mon département n'intervient qu'au moment où un dossier est envoyé au Cocom. Il n'intervient jamais, ni dans un sens ni dans l'autre, pour les dossiers qui ne sont pas envoyés au Cocom. Celui-ci se réunit à Paris sous la présidence d'un diplomate français en présence d'un délégué belge, résidant dans la capitale française.

De quel droit aurais-je pu faire une déclaration sur ce qui se passe? J'insiste: je n'étais qu'un petit élément en cette affaire. Par ailleurs, chaque fois que j'ai été interrogé, j'ai répondu. J'ajouterais encore que l'allocution était placée sous le signe des bonnes nouvelles et que je n'avais pas de raison de ranger le dossier Pégard dans cette catégorie.

Je voudrais enfin préciser que, comme ministre chargé des Relations extérieures, je dois naturellement me préoccuper non seulement des

problèmes belges immédiats, mais aussi de questions plus vastes. Il ne serait pas bon, ni pour le monde, ni pour la Belgique, de donner l'impression que les grands problèmes sont pour les grands pays et que les petits n'ont leur mot à dire que dans les questions qui les touchent dans l'immédiat et pour des problèmes qui ne concernent que leur petite paroisse.

M. le Président. — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

SAMENGEVOEGDE INTERPELLATIES VAN DE HEER GELDOLF TOT DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN, TOT DE MINISTER VAN OPENBARE WERKEN EN MIDDENSTAND EN TOT DE MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE, OVER «DE GEWIJZIGDE HOUDINGEN AANGENOMEN DOOR DE BELGISCHE EN NEDERLANDSE REGERINGEN IN HET PROBLEEM VAN DE WATERVERDRAGEN EN DE VERDERE UITDIEPING VAN DE SCHELDE EN DE TEGENSTRIJDIGE VERKLARINGEN DESBETREFFEND VAN DE MINISTER VAN OPENBARE WERKEN» EN VAN DE HEER TIJL DECLERCQ TOT DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN, TOT DE MINISTER VAN OPENBARE WERKEN EN MIDDENSTAND EN TOT DE MINISTER VAN VERKEERSWEZEN EN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE, OVER «DE TEGENWOORDIGE STAND VAN ZAKEN IN VERBAND MET DE WATERVERDRAGEN»

INTERPELLATIONS JOINTES DE M. GELDOLF AU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES CLASSES MOYENNES ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES, SUR «LES CHANGEMENTS D'ATTITUDE DES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS SUR LA QUESTION DES TRAITES CONCERNANT L'ESCAUT, AINSI QUE LES DECLARATIONS CONTRADICTOIRES DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS A CE SUJET» ET DE M. TIJL DECLERCQ AU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES CLASSES MOYENNES ET AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES, SUR «L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES NEGOCIATIONS SUR LES TRAITES DE L'EAU»

De Voorzitter. — Aan de orde zijn de interpellaties van de heren Geldolf en Tijl Declercq in verband met de waterverdragen.

L'ordre du jour appelle les interpellations de MM. Geldolf et Tijl Declercq concernant les traités de l'eau.

Ik stel u voor deze twee interpellaties samen te behandelen aangezien zij beide tot dezelfde ministers zijn gericht en hetzelfde onderwerp betreffen.

De heer Geldolf. — Mijnheer de Voorzitter, onze kleinkinderen zullen het misschien als volgt verhalen: zo werd de strop langzaam maar zeker rond de nek van Antwerpens wereldhaven toegehaald. Rukje bij rukje kwam het touw dichterbij. Het groot complot had men het kunnen noemen, dat onze metropool in zijn positie van wereldhaven om het hoekje bracht. De rollen waren verdeeld. Hoge ambtenaren van Openbare Werken verzekerden de continuïteit van de actie rond de eens voor altijd door hen genomen beslissingen, alle regeringen en crisissen ten spijt.

De Generale verdedigde onbeschaamd maar met competentie haar belangen. Sommige politici van het niveau van Clochemerle waren de gewillige speelbal.

Eerste rukje aan de strop: in 1978, elf jaar nadat de noodzaak van het Baalhoekkanaal en de rechttrekking van de bocht van Bath als principe werd aanvaard, was in deze voor Antwerpen levensbelangrijke aangelegenheid nog niets praktisch geschied. De ontwerp-verdragen waren al drie jaar geblokkeerd maar men was wel met de bouw van een sluis voor schepen van 125 000 ton in Zeebrugge begonnen.

Plots wordt ook nog beslist dat die haven nog supplementaire haven-dammen krijgt met later mogelijkheid tot insteekdokken. De Eerste minister, omringd door een derde van zijn regering, zwerft heilige eden aan een Antwerpse delegatie dat het plan 1750G niet bestaat en nooit werd goedgekeurd, ook al maakte het deel uit van de bijlagen aan het verslag van de begroting Openbare Werken 1978.

Tweede rukje aan de strop: de technische en andere verdachtmakingen in diezelfde periode omstreeks 1979, ten opzichte van de afsnijding van de bocht van Bath beginnen ook al worden ze officieel gelogenstraft. Ik heb hier een brief gedateerd op 21 februari 1979 van de toenmalige kabinetschef Gielis van de toenmalige minister van Openbare Werken, de heer Guy Mathot, waarin hij onder meer schrijft: ik heb met verwondering in de krant gelezen dat u zoude verklaard hebben dat de heer minister Mathot achter een technisch rapport zou staan waarbij de afsnijding van de bocht van Bath afgekeurd zou worden. Dan voegt hij er een afschrift bij van een brief aan de gouverneur zeggende dat dit een technisch dossier is waar men niet achter staat. Het toeval was dat wij reeds in het bezit waren van een document gedateerd 10 april 1978 waar onder de handtekening van diezelfde minister aardig wat anders wordt verteld, zelfs op een meer dan karikaturale manier, wat de afsnijding van die bocht van Bath betreft.

Derde rukje aan de strop: grijze zaterdag voor Antwerpen is 9 augustus 1980. De regering besluit in volle parlementair verlof tot maximale uitbouw van Zeebrugge. In verschillende regeringsverklaringen werden intussen, soms mede op ons verzoek, achteraf platonische verklaringen gedaan over het tot stand komen van de waterverdragen.

Vierde rukje aan de strop: de regering ziet definitief af van de afsnijding van de bocht van Bath. Het project van het Baalhoekkanaal wordt theoretisch behouden maar zal «afhankelijk zijn van de economische conjunctuur en van de financiële mogelijkheden». Maar in ruil voor dat alles en veel beter, veel goedkoper, zo zegt men, komt er het 48-voet-verdiepingsprogramma. Men voegde er enkel niet aan toe, dat het Antwerpen niet dichterbij de zee bracht, dat het onze haven elk jaar opnieuw budgettair afhankelijk maakte van de goodwill van de minister voor nieuwe baggerprogramma's, men de kostprijs verzweg van deze baggerwerken in de *long run*.

En dan anno 1984 kwam plots nog een heel hard aankomend vijfde rukje aan de strop, rechtstreeks uit het Noorden: «De Nederlandse regering verbond de toelating tot verder uitbaggeren op de Westerschelde aan een bevredigende oplossing van de Maaswaterproblemen.»

De volgende rukjes aan het touw kwamen in snel tempo:

Ten zesde, het definitief verzaken van het Baalhoekkanaal om economisch-budgettaire redenen, en ten zevende, de toelating tot het bouwen van insteekdokken voor ro-ro en containers in de linker kant van de Zeebrugse voorhaven.

En dan volgde de finale executie met ruk acht: «Om communautaire redenen konden de Maaswaterproblemen geen oplossing krijgen. Nederland weigerde verdere uitdieping van de Schelde toe te staan.» De Belgische regering werd eindelijk ontlast van die lastige telkens terugkerende begrotingsposten voor wat eens een wereldhaven was.

En beetje overdrijving is soms nodig om de werkelijkheid te doen doordringen. En nu die werkelijkheid.

Op 4 juli 1984 neemt het ministerieel comité *ad hoc* voor de waterverdragen een reeks beslissingen. Zij betekenen een belangrijke zwenking in een voor Antwerpen reeds 17 jaar bestaande levensbelangrijke problematiek.

Op 18 juli jongstleden wordt deze zwenking tijdens een bilateraal overleg tussen de Belgische ministers van Openbare Werken en van Verkeerswezen en de Nederlandse minister van Verkeer en Waterstaat bevestigd.

Op 20 juli 1984 stellen wij dezelfde vraag aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen en aan de minister van Openbare Werken, namelijk:

«De regering voerde besprekingen met de Nederlandse regering over de waterverdragen. Kan u mij mededelen op grond van welke argumenten, ten eerste, de regering definitief afzag van het rechttrekken van de bocht van Bath; ten tweede, de kwestie Baalhoekkanaal eens te meer op de lange baan werd geschoven; ten derde, het baggeren op de Schelde afhankelijk werd gemaakt van de Nederlandse toestemming, wat in het verleden nooit het geval is geweest?»

Op het eerste punt, over de afsnijding van de bocht van Bath, antwoordde de minister van Openbare Werken het meest uitvoerig en wel als volgt: «Ik kan het geachte lid volgend antwoord verstrekken op zijn vragen.

De regering heeft definitief afgezien van de rechttrekking van de bocht van Bath omdat het project ondanks de hoge kostprijs een beperkt nut heeft. Het project had enkel als doel de Westerschelde op één enkele plaats te verbeteren voor de vaart van 125 000 TDW-schepen. In 1978 werd de kostprijs van de werken geraamd op 15 miljard Belgische frank.

Het 48-voet-verdiepingsprogramma van de Westerschelde daarentegen is veel ambitieuzer: het maakt de vaart van schepen met een diepgang van 48 voet in één getij, en 50 voet in twee getijden mogelijk vanaf de boei A1 in de Noordzee tot aan de Zandvlietsluis. De kostprijs bedraagt ongeveer 5,5 miljard Belgische frank.

Overigens biedt de bocht van Bath momenteel geen bijzonder probleem meer voor de scheepvaart, vermits het 48-voet-verdiepingsprogramma goedkoper is dan de geplande bochtafsnijding. Daar het bovendien meer mogelijkheden biedt, lag het voor de hand dat de regering definitief zou afzien van een technisch voorbijgestreefd project.»

In de nota gevoegd bij het vijfde punt van het interpellatieverzoek van de heer Wyninckx tot de Eerste minister, een interpellatie die op 10 oktober jongstleden plaats had en waarin ik het vijfde punt namens mijn fractie ontwikkelde, vroeg ik waarom de afsnijding van de bocht van Bath technisch niet haalbaar was, terwijl uitvoerige rapporten het tegendeel bewezen, waarom baggeren goedkoper zou zijn en over welke tijdsspanne de opgegeven cijfers gingen. Ik haalde aan dat baggeren in de *long run* altijd duurder was. Tot slot sprak ik ook over de contradictie tussen de verklaringen van minister Tindemans en minister Olivier.

In zijn repliek op de door mij ontwikkelde vragen op punt vijf van de interpellatie de dato 9 oktober ingediend door de heer Wyninckx heeft de Eerste minister gezegd dat hij niet wenste te antwoorden op de zeer technische vragen van de waterverdragen maar dat de betrokken ministers dit weldra zouden doen.

Ook over de incoherentie inzake de antwoorden van een lid van zijn regering in deze aangelegenheid zou hij klaarheid proberen te brengen.

Dit antwoord ligt ten grondslag aan ons nieuw interpellatieverzoek.

Ik wil het hier eerst hebben over het derde punt, de contradicties tussen de antwoorden van de minister van Openbare Werken en de minister van Buitenlandse Betrekkingen bij het derde punt van mijn vraag.

Ik wil ook ingaan op het feit dat de minister van Openbare Werken zonder blikken of blozen op dezelfde vraag twee verschillende antwoorden gaf: een eerste op 28 augustus en een ander op 11 september.

Deze derde vraag luidde als volgt: kunt u mij mededelen op grond van welke argumenten u het baggeren op de Schelde afhankelijk laat maken van de Nederlandse toestemming, wat in het verleden nooit het geval is geweest?

Op deze vraag antwoordt de minister van Openbare Werken, de heer Olivier, een eerste keer als volgt: «Voor het uitvoeren van baggerwerken in de Westerschelde vraagt België steeds jaarlijks toelating aan Nederland die dan de zogenaamde baggervergunning aflevert. Deze vergunning legt onder meer de maximaal te verwezenlijken drempelpeilen op. Het ligt dus voor de hand dat België voor de verdieping van de Westerschelde en dus voor de toewijzing van de jaarlijkse baggervergunning besprekingen diende aan te knopen met Nederland.»

U, mijnheer de minister van Buitenlandse Betrekkingen, had blijkbaar wel het addertje in het gras gezien. Uw antwoord week erg af van dat van uw collega Olivier. Ziehier uw versie:

«Voor de onderhouds- en verdiepingsbaggerwerken in de Westerschelde, op Nederlands grondgebied, ontvangt België van Nederland jaarlijks een vergunning. Thans heeft de Nederlandse regering het verlenen van vergunningen voor het voortzetten van het verdiepingsprogramma op de Westerschelde uitdrukkelijk gebonden aan een bevredigende oplossing van de Maaswaterproblemen. De Belgische regering kan deze band niet aanvaarden en betwist deze *de jure*. Niettemin is zij van oordeel dat zo vlug mogelijk globale onderhandelingen met Nederland moeten aangevat worden.»

Op 31 augustus vestigden wij in een SP-Vrije tribune in de Antwerpse krant *De Nieuwe Gazet* scherp de aandacht op deze contradictie binnen de regering. Op 6 september zendt minister Olivier ons een brief waarin hij opnieuw antwoordt op mijn vraag nr. 147, die hij reeds op 17 augustus per brief en op 28 augustus in het bulletin van *Vragen en Antwoorden*

van de Senaat beantwoord had. Dit tweede en verschillend antwoord verschijnt ook op 11 september in het bulletin van *Vragen en Antwoorden*. Het luidt nu zeer lakoniek:

«Vraag nr. 147 van de heer Geldolf de dato 20 juli 1984: In antwoord op zijn vraag heb ik de eer het geachte lid mede te delen dat ik slechts het antwoord kan bevestigen dat hem verstrekt werd op vraag nr. 71 door mijn collega van Buitenlandse Betrekkingen op 23 augustus, vraag die hetzelfde voorwerp betreft.»

Ik laat het potsierlijke van dit dubbele en contradictorische antwoord ter beoordeling van al degenen die graag praten over de herwaardering van het Parlement.

De heer Wyninckx. — Zeer juist.

De heer Geldolf. — Ik kom echter tot de grond van de zaak: zeventien jaar na de formele belofte aan Antwerpen inzake betere en snellere toegankelijkheid van de Antwerpse wereldhaven door de waterverdragen, is niet alleen niets gebeurd — buiten het paraferen in 1975 — maar aarzelt een van de ter zake belangrijkste ministers, die van Openbare Werken, slag te leveren in een aangelegenheid waar alle internationale overeenkomsten in dit verband ons onbetwistbaar in het gelijk stellen. Ik zal hier even in het kort de historiek van die internationale overeenkomsten schetsen.

Na het Verdrag van Münster in 1648 waarbij de Schelde werd gesloten en de mislukte pogingen van Jozef II om de Schelde opnieuw vrij te maken, werd op 16 november 1792 door de Franse Conventie een decreet afgekondigd dat de volgende passus bevat die nu nog van belang is. Ik vertaal vrij: ... dat de hindernissen en belemmeringen die tot op heden de scheepvaart en de handel doorstaan hebben, zowel op de Schelde als op de Maas, rechtstreeks in strijd zijn met de fundamentele principes van de natuurlijke rechten die de Fransen gezworen hebben te handhaven.

Waar op 14 oktober 1831 voor het verdrag der XXIV Artikelen Zeeuwsch-Vlaanderen bij Nederland werd gevoegd, wordt op 15 november 1831 een tractaat gesloten tussen België en de vijf mogendheden, dat een reeks waarborgen voor de vrijheid van scheepvaart bevat, die ik hier niet ga opnoemen doch waarin spijtig genoeg ook de Scheldetol voorkomt. Deze kan gelukkig in 1839 reeds worden vermindert.

Datzelfde verdrag bevat in artikel IX een paragraaf 8 waarin toen reeds werd bepaald — en die tekst is nog steeds van belang —: «Indien natuurlijke gebeurtenissen of werken van kunst de in het tegenwoordig artikel aangewezen wegen voor de scheepvaart voor het vervolg onbruikbaar mogen maken, zal de Nederlandsche Regeering aan de Belgische scheepvaart, ter vervanging der gezegde, onbruikbaar geworden wegen voor de scheepvaart, andere zoodanige wegen, die even veilig en even goed en gemakkelijk zijn, aanwijzen.»

In 1863 werd de Scheldetol afgekocht. In 1919-1920 volgt een reeks moeizame onderhandelingen over de vrijheid van handelsverkeer niet alleen in vredes- doch ook in oorlogstijd. Dit werd echter verworpen door de Nederlandse Eerste Kamer, waarna opnieuw onderhandelingen werden gevoerd door Van Cauwelaert en Colijn.

In een verdrag van 1925 dat echter nooit werd gesloten doch waarvan de filosofie in later tot stand gekomen verdragen werd bevestigd, stond in artikel IV, § 2: «De Hoge Contracteerende Partijen beschouwen het als een hoofdbeginsel, dat de Westerschelde met hare toegangen van uit volle zee, alsmede de Schelde beneden de haveninrichtingen van Antwerpen, wat de bevaarbaarheid betreft, te allen tijde moeten beantwoorden aan de eischen, welke zoowel door den vooruitgang van de scheepsbouw als door de toenemende behoeften van de scheepvaart worden gesteld.»

Uiteindelijk volgt dan in 1965 het zo moeilijk tot stand gekomen Schelde-Rijnverdrag waarin Nederland aandringt op een oplossing van de problemen van het Maaswater binnen een termijn van vijf jaar. Deze termijn is intussen reeds lang verstreken. Of de bemiddelingsmechanismen, waarin het verdrag voorzagt, efficiënt zijn geweest is ons nooit erg duidelijk geweest.

In de waterverdragen die in 1975 werden geparafeerd, koppelt men aan de bochtafsnijding bij Bath het probleem van het Maaswater. Men laat dit nu echter vallen.

Het pijnlijk dilemma kan zich toch niet situeren binnen volgend kader: eerst het laten vallen van de afsnijding van de bocht van Bath, het laten vallen van het Baalhoekkanaal in een volgende fase en het ruilen van voldoende zuiver Maaswater, wat zeer moeilijk te verwezenlijken is, tegen een bord erg dure linzensoep, namelijk baggeren tot in de eeuwig-

heid en tot meer profijt van baggermaatschappijen waarvan de financiële bindingen met de Société Générale voldoende bekend zijn.

Ook wij vinden dat moet worden gestreefd naar meer en zuiver Maaswater. Dit water is ook het drinkwater van de provincie Antwerpen en van een deel van de provincie Brabant en het bevoorraadt onder andere de stad Den Haag in drinkwater. Anderzijds kennen wij de zeer moeilijke situatie waarin onze Waalse vrienden zich bevinden. Zij worden geconfronteerd met andere problemen die voor een deel ook van ecologische aard zijn in het geval van het bouwen van nieuwe stuwdammen.

Niettemin geloven wij dat men, mits de nodige volharding wordt opgebracht, het probleem kan oplossen. Het kan niet zijn dat men belooft die men reeds zeventien jaar aan Antwerpen doet, niet inlost, terwijl men in andere delen van het land wel bepaalde zaken realiseert.

Antwerpen, een groeipool en haven die nog steeds 78 pct. van onze nationale haventrafiek verwerkt, mag niet het mes op de keel worden gezet door onredelijke eisen in ruil voor verdere uitdieping van de Schelde.

Vijf dagen geleden konden wij in het dagblad *Le Monde* een nieuwe Rotterdamse provocatie lezen. Het gaat hier inderdaad om een nieuwe provocatie omdat vroeger al een ander artikel verscheen waarin werd beweerd dat Rotterdam de beste Belgische haven was. Het artikel dat nu in *Le Monde* is verschenen, wordt geïllustreerd met de Eiffeltoren in een fles en heeft als titel:

« Vous cherchez un port français. Le voici: Rotterdam. Rotterdam, Pays-Bas: le plus grand port du monde. Un port « bien de chez soi » pour de nombreux pays et villes d'Europe. Non, ce n'est pas le fait du hasard. Rotterdam se trouve au foyer même du trafic maritime et terrestre. Sur la mer du Nord: la plus fréquentée des mers mondiales. Vers cette mer, Rotterdam a un accès direct. Pas d'écluses, pas de problèmes de marées... »

« Où les barrières linguistiques sont inexistantes. O.K. ... »

« La raison, ce sont aussi les gens: avec les Rotterdamois, on peut s'entendre; ils sont dignes de confiance et s'efforcent de résoudre vos problèmes de transport... »

« Un port sans embouteillages, le port de chez vous, celui de votre propre pays, l'Europe... c'est Rotterdam. »

Et plus loin, on peut lire: « Plus de renseignements? Ecrivez ou télégez: port de Rotterdam, division Affaires extérieures et commerciales, boîte postale 6622. »

Het is sommigen blijkbaar niet om meer en zuiverder water te doen, maar om iets heel anders. Aan onze regering, dachten wij, daarop met de nodige krachtadigheid en soepelheid te antwoorden. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Tijn Declercq.

De heer T. Declercq. — Mijnheer de Voorzitter, het dossier van de waterverdragen kent reeds een lange en vrij woelige geschiedenis. Deze kwestie was bij herhaling het voorwerp van soms zeer passionele discussies in Kamer en Senaat.

Men had kunnen hopen dat, met de parafering van de drie zogenaamde waterverdragen met Nederland in 1975, de weg openlag voor een spoedige afwikkeling van dit netelige probleem. Deze hoop is ijdel gebleken. Sinds 1977 figureert in alle regeringsverklaringen van de elkaar opvolgende regeringen een passus waarin de wil wordt uitgedrukt om onverwijld met Nederland onderhandelingen aan te knopen om zo snel mogelijk te komen tot het afsluiten van de verdragen betreffende de Schelde en de Maas. Dit diende te gebeuren in overleg met de gewesten.

De zogenaamde werkgroep-Grandry heeft belangrijk voorbereidend werk verricht wat betreft de technische en economische uitzichten van deze ontwerp-watervrdragen. Vanwege de gewestelijke executieven werden eveneens adviezen ingediend. Die zijn alle in ons bezit. Een nationaal vergelijk scheen dus geleidelijk tot de mogelijkheden te behoren.

Ondertussen zijn er nieuwe evoluties ingetreden, die hernieuwde onderhandelingen met Nederland en besprekingen met Frankrijk over het Maaswater nog meer urgent, maar tevens ook moeilijker maken.

Een eerste nieuw gegeven is de veranderde problematiek van de bevaarbaarheid van de Schelde.

De bevaarbaarheid van de Schelde werd vanuit Antwerpen steeds vanuit een drievoudig oogmerk gesteld: ten eerste, de opvaart mogelijk maken van steeds grotere schepen; ten tweede, het getijvrij maken van

de normale scheepvaart en, ten derde, de veiligheid van het verkeer op de Schelde, bij alle weersomstandigheden, optimaal garanderen.

Wanneer destijds over deze problematiek werd gesproken, dan dacht men in de eerste plaats aan de vrij scherpe bocht van Bath, een soort van monster van Loch Ness dat steeds terugkeerde in de discussies rond de watervrdragen.

Het doel van het ontwerp-Scheldeverdrag van 1975 was dan ook het rechtekken van die bocht van Bath, tevens een jarenlange eis van Antwerpse zijde.

Sedert de ondertekening van de ontwerp-verdragen in 1975 werden echter bepaalde baggerwerken geïntensifieerd, zodat de scherpe hoek van de bocht van Bath iets kon worden afgerond.

Het probleem van de bevaarbaarheid van de Schelde wordt op het huidige ogenblik ook in Antwerpen door de schepen van de haven van Antwerpen in andere termen gesteld. Het gaat niet meer over het aanleggen van een nieuwe waterweg. Veeleer wordt nu gedacht aan het gradueel rechtekken van bepaalde moeilijke bochten en het uitdiepen van sommige drempels.

Om de haven van Antwerpen toegankelijk te maken voor massagoedschepen met een draagvermogen dat de concurrentiële positie van de haven in deze sector behouden blijft en anderzijds om de mogelijkheid te bieden dat *container-lass* en ro-ro-schepen zoveel mogelijk onafhankelijk van het getij de haven kunnen binnenlopen, werd een verdiepingsprogramma voor de maritieme toegangsweg — Scheur en de Westerschelde — uitgewerkt dat bekend is onder de naam 48 voet/43 voet-programma. Niet alleen de verbetering van de bevaarbaarheid, maar ook de verhoging van de veiligheid van de vaart op de Schelde wordt hiermede beoogd.

Deze veiligheid ging trouwens reeds met een sprong omhoog, dank zij de openstelling van de nieuwe Schelde-Rijnverbinding. Heel veel schepen van de binnenvaart werden op deze wijze uit het Scheldeverkeer weggenomen.

Er valt te noteren dat inzake de waterzuivering van de Schelde — een ander belangrijk element van het dossier — een zeer wezenlijk resultaat werd bereikt door het in bedrijf stellen van waterzuiveringsstations met ongeveer 7 miljoen inwoner-equivalent.

Indien men verder wil gaan met de verbetering van de bevaarbaarheid van de Schelde, dan moet nu een verdiepingsprogramma worden uitgevoerd ten aanzien van de zeepassen in de Noordzee, het Scheur en Geul I, en de Westerschelde, meer bepaald de Wielingen op Nederlands grondgebied. Het is een standpunt dat ook door het gemeentebestuur van Antwerpen wordt ingenomen.

Er zijn geen technische bezwaren van Nederlandse zijde, zoals blijkt uit de eindconclusies van de technische Scheldecommissie vastgelegd te Middelburg op 15 juni 1984.

Wij citeren: « De technische Scheldecommissie stelt dat de verdieping van de Westerschelde op Nederlands grondgebied kan worden uitgevoerd, zonder belangrijke wijziging van het regime van de Westerschelde, zonder gevoelige aantasting van zijn grote ecologische waarde, zonder de veiligheid van de scheepvaart te verminderen en de risico's voor bevolking en milieu te vergroten. » Vervolgens lezen wij: « De technische commissie is van oordeel dat, mits inachtneming van een aantal aanbevolen maatregelen, de uitvoering van het verdiepingsprogramma aanvaardbaar is. » Ik citeer verder: « De verdieping van de vaargeul in het mondingsgebied, Scheur en Wielingen, heeft geen wezenlijke invloed op de getijbeweging, op de kustverdediging en het milieu », met andere woorden een uiterst gunstige conclusie voor deze baggerwerken.

Niettegenstaande deze gunstige conclusies worden er thans heel wat bezwaren van Nederlandse zijde aangevoerd. Het zijn niet langer technische bezwaren; het gaat om politieke bezwaren.

Inlichtingen die ons bereikten, wijzen erop dat de Nederlandse regering sedert medio 1982 het standpunt huldigt, dat zij slechts haar medewerking zal verlenen aan de totstandkoming van het verdiepingsprogramma Westerschelde op voorwaarde dat tegelijkertijd een concreet en substantieel verdrag inzake de verdeling en de kwaliteit van het Maaswater wordt gesloten.

Dit standpunt zou nog harder en concreter worden gemaakt door mevrouw Smit-Kroes, minister van Verkeer en Waterstaat, die de toestemming van Nederlandse zijde afhankelijk maakt van de zekerheid over de bouw van een stuwwaard op de Houille en van uitvoeringstermijnen daarvan.

Aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen zou ik dus volgende vragen willen stellen:

Beantwoorden de gegevens die ik hier hierboven aanhaalde aan de werkelijkheid? Met andere woorden, heeft de Nederlandse regering bij het wegvallen van de Belgische vraag naar de rechte trekking van de bocht van Bath gereageerd door het voorgenoemde verdiepingsprogramma van de Westerschelde vooraf te binden aan de Maasverdragen?

Indien dit juist is, zou ik willen vernemen welke houding, ook op juridisch gebied, de Belgische regering ter zake aanneemt tegenover deze stelling.

Tenslotte zou ik willen vragen welke stappen er door de Belgische regering zullen worden gedaan om de voortzetting van het hoognodige verdiepingsprogramma van de Westerschelde te verzekeren.

Het tweede dossier dat opgenomen is in de zogenaamde waterverdragen is de bouw van de Baalhoeksluis en de aanleg van het Baalhoekkanaal.

Deze werken zijn nodig voor een betere en nautisch verantwoorde toegang tot het havengebied van de linkeroever.

Op de linkeroever zijn thans reeds een aantal industriële bedrijven ingeplant en de toegang van deze bedrijven tot de Schelde via een zeeluis wordt dringend noodzakelijk.

Het ligt niet in de bedoeling, ook niet in Antwerpse havenmilieus, deze sluis thans onmiddellijk te bouwen, maar wel de voorwaarden vast te leggen waaronder deze sluis kan worden gebouwd, wanneer de economische conjunctuur en de ontwikkeling van het verkeer op de linkeroever het verantwoorden. Het lijkt daarom gewenst dat de Baalhoeksluis en het Baalhoekkanaal in het onderhandelingspakket met Nederland behouden blijven en dat men zeker zou vermijden dat een afzonderlijke oplossing voor de Maas- en Scheldeproblematiek het risico zou meebrengen dat er geen tegenwicht meer zou bestaan wanneer er met Nederland moet worden onderhandeld over de noodzakelijke bouw van de Baalhoeksluis en de aanleg van het Baalhoekkanaal.

Daarom zouden wij ook graag van de regering vernemen of de bouw van de Baalhoeksluis en de aanleg van het Baalhoekkanaal opgenomen blijven in het onderhandelingspakket met Nederland over de waterverdragen. Met andere woorden, worden deze problemen niet losgekoppeld van de onderhandelingen? Of mogen ter zake nieuwe onderhandelingen met Nederland worden verwacht?

Het meest netelige probleem naar ons gevoel — de discussies in het verleden hebben het bewezen — blijft het eigenlijke Maasverdrag omdat hierbij ook onderhandelingen met Frankrijk dienen te worden aangeknoopt.

De interkabinetten-werkgroep heeft in 1982 een verslag neergelegd dat als het ware de basis vormt voor de onderhandelingspositie van België: gegarandeerde minimumafvoer van 50 m³/sec. te Monsin, met een overmachtsclausule.

Dit betekent meteen dat de aanleg van een bijkomende Maaswaterserve van ten minste 180 miljoen m³ noodzakelijk is, naast de bestaande bergingscapaciteit van het stuwmeer van de Eau d'Heure.

Dit zijn de gegevens betreffende de kwantiteit van het te leveren Maaswater.

Wat de kwaliteit aangaat, moet een saneringsprogramma worden opgesteld. Dat is afgestemd — en dat is een nieuw gegeven — op de kwaliteitsnormen van de categorie A2 van de EEG-richtlijn, van 16 juni 1975. Er is lange tijd sprake van geweest dat men ons ter zake strengere normen zou opleggen.

De vragen die hierbij rijzen, liggen voor de hand:

Hoever is men gevorderd met het intern Belgisch overleg in verband met het waterzuiveringsprogramma?

Zijn er reeds besprekingen met Frankrijk aangevat in verband met de problemen met het Maaswater inzake kwantiteit en kwaliteit? Welke zijn de vooruitzichten ter zake, onder meer wat betreft de eventuele bouw van een stuwmeer op de Houille.

Tot hier, mijnheer de Voorzitter, onze wellicht wat stekelige vragen. Wij stellen ze niet vanuit een geest van wantrouwen ten aanzien van de bevoegde minister, integendeel. Wij beseffen maar al te goed welke inzet aan diplomatie en doorzettingsvermogen vereist is om dit dossier te behandelen en tot een goed einde te brengen en hoeveel delicate aspecten eraan verbonden zijn.

Maar wij menen deze vragen te moeten stellen opdat de geïnteresseerde milieus, namelijk de havenmilieus, de werkgevers, de werknemers in het brede hinterland, die van het havengebeuren leven, op een verantwoorde

wijze zouden worden ingelicht over de stand van dit dossier. (*Applaus op de banken van de meerderheid en op sommige socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil vooraf duidelijk stellen dat ik op de interpellanten antwoord namens drie ministers, zijnde de minister van Openbare Werken, de minister van Verkeer en mijzelf. Op bepaalde punten zal ik dus moeilijk persoonlijke overtuigingen kunnen ontwikkelen, omdat ik mij dien te houden aan hetgeen tussen de drie ministers is overeengekomen. Ik hoop dat u daar begrip zult voor hebben.

Er werd niet afgezien van de geplande bochtafsnijding van Bath omdat deze op technisch gebied niet realiseerbaar zou zijn, wel omdat de maritieme toegankelijkheid van de haven van Antwerpen met minder kosten meer kan toenemen door de uitvoering van het geplande 48/43-voet-verdiepingsprogramma. Dit blijkt ondubbelzinnig uit alle ons bekende studierapporten ter zake.

De geplande bochtafsnijding zoals dit opgezet werd in 1970 beoogt enkel de verbetering van de Schelde op één enkele plaats namelijk de bocht van Bath. De geplande werken hadden enkel tot doel schepen met een laadvermogen van 125 000 ton in bepaalde tijomstandigheden voorbij de bocht van Bath te laten varen.

Ondertussen is de situatie van de bocht sinds 1970 in gunstige zin geëvolueerd en vormt de bocht geen noemenswaardige hinder meer voor de scheepvaart. De drempel van de bocht van Bath wordt nu al op een diepte onderhouden, die 20 cm meer bedraagt dan die in de destijds geplande bochtafsnijding. De maritieme toegankelijkheid van de haven van Antwerpen wordt nu niet meer bepaald door de drempel van Bath, maar wel door het geheel van drempels tussen de boei A1 in de Noordzee en de Zandvlietsluis. Bovendien is niet zozeer de drempeldiepte van belang voor de toegankelijkheid van de haven, maar wel het vaarschema dat vastlegt op welke periode van het getij, en dus bij welke waterstand, het schip een bepaalde drempel mag voorbijvaren.

Het 48/43-voet-verdiepingsprogramma beoogt de verdieping van alle drempels in de Westerschelde en de Noordzee tussen boei A1 en de Zandvlietsluis, alsook de verbreding van de vaargeul over de gehele lengte en dit in tegenstelling tot de bochtafsnijding, die slechts een erg beperkte verbetering beoogt. Bij wijze van voorbeeld kan ik, geachte heren, melden dat de drempel te Bath na de uitvoering van het verdiepingsprogramma ca. 1,40 m dieper zal liggen dan de bodem van de geplande bochtafsnijding van Bath.

De studies hebben ondubbelzinnig uitgewezen dat na de uitvoering van het verdiepingsprogramma de haven bereikbaar wordt in alle gemiddelde tijomstandigheden voor schepen met een diepgang van 48' in één getij en 50' in twee getijden. De resultaten van de bochtafsnijding te Bath waren erg onzeker en er werd steeds getwijfeld aan de nautische voordelen van de uit te voeren werken. Bovendien werd gevreesd dat de Westerschelde op morfologisch gebied ongunstig zal reageren op de bochtafsnijding.

Zoals bekend werd de kostprijs van de bochtafsnijding in 1978 geraamd op 15 miljard Belgische frank. De kostprijs van het verdiepingsprogramma bedraagt 5,5 miljard Belgische frank, huidige prijspeil.

Ik was wel gevoelig voor de opmerking van de heer Geldolf dat wellicht in de toekomst ook moet worden gebagard.

De uitvoeringsperiode van het verdiepingsprogramma 48'/43' zal vermoedelijk drie jaar duren, dat van de bocht van Bath minstens vijf jaar.

Samengevat kan worden verklaard dat de regering afgezien heeft van de geplande bochtafsnijding van Bath, omdat:

1. Het project slechts een zeer beperkt en dan nog erg betwistbaar voordeel biedt;
2. Het project erg duur is;
3. De scheepvaart door de bocht van Bath nu geen bijzondere problemen oplevert;
4. Het verdiepingsprogramma 48'/43' de toegankelijkheid van de haven van Antwerpen op een veel betere wijze vergroot, en bovendien tegen een lagere kostprijs, dan bij de bochtafsnijding.

Ik kom nu tot de volgende vragen, meer bepaald tot deze gesteld door de heer Tijl Declercq.

Eerst heeft de heer Geldolf nog gezegd dat er een contradictie zou bestaan tussen de verklaringen van de minister van Openbare Werken en de minister van Buitenlandse Betrekkingen.

De minister van Openbare Werken heeft op een door het geachte lid gestelde vraag geantwoord dat België elk jaar aan de Nederlandse regering een baggervergunning voor de Westerschelde vraagt. Ikzelf heb geantwoord dat België elk jaar een baggervergunning ontvangt. Het is duidelijk dat België een baggervergunning slechts ontvangt nadat ze die gevraagd heeft. Er is dus geen contradictie tussen beide antwoorden.

Zoals het geachte lid weet, staat de Nederlandse regering op het standpunt dat zij slechts haar medewerking zal verlenen aan de totstandkoming van het voor Antwerpen prioritaire verdiepingsprogramma Westerschelde op voorwaarde dat tegelijkertijd een concreet en substantieel verdrag inzake de verdeling, het debiet en de kwaliteit van het Maaswater wordt gesloten.

Het Belgische regeringsstandpunt werd vastgelegd tijdens de vergadering van 4 juli van het Ministerieel Comité ad hoc waterverdragen dat door mij werd voorgezeten en waarvan de ministers van Openbare Werken en van Verkeerswegen deel uitmaken.

Aan Belgische zijde wordt het door Nederland gelegde verband tussen het verdiepingsprogramma Westerschelde en het Maasverdrag op het juridisch vlak afgewezen. Deze afwijzing *de jure* werd aan Nederland medegedeeld met een brief die ik op 13 juli 1984 aan mijn Nederlandse collega heb gezonden. Zij werd bevestigd tijdens het bilateraal overleg dat op 18 juli 1984 te Brussel plaatsvond tussen de Nederlandse minister van Verkeer en Waterstaat en de ministers Olivier en De Croo.

Het Belgisch juridisch standpunt kan als volgt worden geformuleerd :

« Op grond van het Scheldestatuut, vervat onder meer in het Belgisch-Nederlands scheidingsverdrag van 19 april 1839 en van het internationale rivierenrecht heeft Nederland niet het recht zich te verzetten tegen de uitvoering van het 48/43-voet-verdiepingsprogramma van de Westerschelde voor zover door de uitvoering ervan Nederlandse vitale belangen worden geschaad. Uit de studie uitgevoerd in het raam van de technische Scheldecommissie blijkt dat dergelijke belangen niet in het gedrang komen. De Belgische regering is derhalve genoodzaakt het Nederlandse standpunt inzake de samenhang tussen de uitvoering van het verdiepingsprogramma van de Westerschelde en de totstandkoming van de waterverdragen en in het bijzonder van het Maasverdrag *de jure* af te wijzen. »

Het feit dat België jaarlijks een vergunning vraagt tot de uitvoering op Nederlands grondgebied van onderhouds- en eventueel verdiepingsbaggerwerken doet geen afbreuk aan bovengenoemd rechtsstandpunt. Het spreekt vanzelf dat overleg met Nederland noodzakelijk is, omdat de werken op Nederlands grondgebied moeten worden uitgevoerd.

De facto werd aan Belgische zijde, met name in mijn reeds genoemde brief van 13 juli 1984 en ook tijdens het bilateraal overleg van 18 juli 1984, begrip getoond voor het groeiend Nederlands ongeduld wat betreft de totstandkoming van de op 19 juni 1975 geparafeerde ontwerpverdragen en meer in het bijzonder van het verdrag inzake de verdeling en de kwaliteit van het Maaswater. Over dit ontwerp-verdrag van 1975 werd herhaaldelijk gesproken in Kamer en Senaat en ik moet daarop dus niet meer terugkomen.

De Belgische regering heeft aan Nederland voorgesteld dat de waterverdragen opnieuw onderwerp van overleg tussen beide landen zouden worden. Tijdens genoemd bilateraal overleg te Brussel toonde Nederland zich niet bereid om nu reeds onderhandelingen aan te knopen met het oog op het opstellen van een overeenkomst voor de uitvoering van het 48/43-voet-programma. De aanvang en het verloop van de onderhandelingen werden afhankelijk gemaakt van de aanvraag en het verloop van de onderhandelingen tussen Frankrijk en België over de bouw van een stuwdam op de Houille, die binnenkort zullen worden aangevat.

U hebt bovendien vragen gesteld over de Baalhoeksluis en over het Baalhoekkanaal. Zij zijn niet opgegeven, maar blijven behouden zoals u hebt gevraagd. Ik zou in dit verband kunnen verwijzen naar antwoorden op schriftelijke vragen. De heer Geldolf stelde hierover, op 20 juli jongstleden, aan de minister van Openbare Werken een vraag. De minister antwoordde toen dat het Baalhoekkanaal een belangrijk te verwezenlijken project blijft en dat zijn departement tegen 1 januari 1988 een eerste havengedeelte op de Linker-Scheldeoever volledig zou afwerken, onder meer het Vrasenedok. Andere initiatieven zouden afhankelijk worden gemaakt van kandidaat-investeerders. Het tweede deel van het antwoord is misschien niet zo direct, maar het eerste gaat duidelijk over het Baalhoekkanaal. Op een andere vraag van de heer Geldolf van 20 juli 1982 wordt geantwoord dat het project van het Baalhoekkanaal behouden blijft, maar dat de verwezenlijking ervan afhankelijk zal zijn van de economische conjunctuur en de financiële middelen.

Ik zou in dit verband nog een aantal citaten kunnen geven, om te bewijzen dat er ook schriftelijke verklaringen in die zin zijn afgelegd.

Over het Maasverdrag moeten natuurlijk nog schikkingen worden getroffen. De besprekingen met Frankrijk hierover gaan verder. Indien er een akkoord wordt bereikt over het debiet en de kwaliteit van het Maaswater, zullen wij automatisch een gunstige basis hebben voor besprekingen over de haven van Antwerpen. Zoniet zullen wij in de Senaat opnieuw moeten bespreken welke de volgende Antwerpse eisen zullen zijn. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Geldolf.

De heer Geldolf. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de minister voor zijn uitvoerig antwoord namens de drie geïnterpelleerde ministers. Ik meen dat het nuttig en nodig was dat het probleem in zijn samenhang werd beoordeeld en dat deze bespreking ter zake de mogelijkheid geeft om er in de toekomst op terug te vallen.

Ik ben het nochtans niet eens met een aantal punten in het antwoord van de minister.

Toen het ging over het verschil in kosten, 15 miljard of 5,5 miljard, heeft hij op een gegeven moment wel iets geantwoord, maar ik had er liever meer details over gekregen. Het is evident dat op lange termijn het niet-tot-stand-komen van de bocht van Bath veel meer zal kosten omdat men dan continu zal moeten baggeren.

Daarbij blijft er nog de afhankelijkheid. Ik zeg niet dat er nergens meer zou moeten worden gebaggerd indien de bocht van Bath ware gerealiseerd. Men zou echter minder moeten baggeren en het probleem van de afhankelijkheid zou verminderen. Wie ook de minister is, als hij op een gegeven moment zegt dat de kredieten worden verminderd omdat het al zoveel kost, gaat het om een sterke dreiging die op de haven van Antwerpen weegt.

Verder hebt u gezegd, mijnheer de minister, dat er geen contradictie bestaat tussen uw antwoord en dat van de heer Olivier. U pikt handig twee woordjes uit die twee antwoorden. U zegt: ik heb geantwoord als minister van Buitenlandse Betrekkingen dat België « het ontvangt » en de andere minister heeft geantwoord dat België « het vraagt ». Dat komt voor u op hetzelfde neer. Het is natuurlijk niet hetzelfde. « Vragen » impliceert dat het kan worden geweigerd, maar « ontvangen » dat het moet worden gegeven. Dat is niet het belangrijkste verschil.

Een veel grotere verschil in de twee antwoorden is dat minister Olivier zegt: Het ligt dus voor de hand dat België voor de verdieping van de Westerschelde, en dus voor de wijziging van de jaarlijkse baggervergunning besprekingen moest aanknopen. U antwoordt dat de Belgische regering dit uitdrukkelijk binden niet kan aanvaarden en het betwist *de jure*.

Ik wist waarom ik de vraag in die termen stelde. Tijdens de bespreking van de begroting 1983 is minister Olivier nog verder gegaan. Hij zegde zelfs dat Nederland Baalhoek definitief had afgeschreven. Ik vroeg toen wie dat gezegd had. Hij antwoordde: een Nederlandse vrouwelijke minister. Ik weer: wie was het? Hij: de naam ontsnapt me... Ik vroeg: was dat in een privé-gesprek? Hij antwoordde: neen, er waren wel tachtig mensen aanwezig.

Dat is genoteerd in de *Parlementaire Handelingen*.

U zult de violen toch eens moeten stemmen in de regering want één minister loopt nogal uit het spoor wat de globale politiek betreft.

Verder hebt u niet geantwoord inzake de contradictie tussen de twee verschillende antwoorden van minister Olivier, dat van 28 augustus en dat van 11 september. Hierbij rijst zelfs een probleem van parlementaire deontologie, want bij mijn weten is het nog nooit gebeurd dat dezelfde minister op dezelfde vragen twee verschillende antwoorden geeft in het bulletin van *Vragen en Antwoorden*. Ik weet ook niet hoe u dat moet rechtzetten. De Voorzitter van de assemblee weet het ook niet. Dat was iets nieuws in de parlementaire werkzaamheden.

Het grote probleem blijft bestaan, mijnheer de minister. Ik weet wel dat de vraag niet rechtstreeks tot u was gericht. Als Antwerpenaar moet u er zich toch van bewust zijn dat bij het definitief verbreken van het evenwicht inzake de nationale havenpolitiek, waar sinds 17 jaar een hypotheek weegt op Antwerpen, beloften zijn gedaan. Ik was aanwezig toen die beloften werden gedaan. Het ging om gesprekken in Mechelen, waar de toenmalige burgemeester van Mechelen en de toenmalige minister van Openbare Werken, ook een Mechelaar, de formele verbintenissen hebben aangegaan dat, wanneer voor Zeebrugge de sluis van 125 000 ton er komt, de absolute garantie wordt gegeven voor Antwerpen dat

het Baalhoekkanaal en de afsluiting van de bocht van Bath realiteit zouden worden. De ene heeft veel meer gekregen dan wat te Mechelen was beloofd. De andere is op het matje blijven staan. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tindemans.

De heer Tindemans, minister van Buitenlandse Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, ik ga hier nu geen belangrijke verklaringen afleggen. Ik wil enkel nog zeggen dat ik vaak de indruk heb dat wij, wat de haven van Antwerpen betreft, er eens ernstig over moeten nadenken of wij geen besprekingen zouden moeten voeren over de herziening van het Scheldestatuut. Meer wil ik daarover vandaag niet zeggen.

De Voorzitter. — Wat de interpellatie van de heer Tijl Declercq betreft, verklaar ik het incident voor gesloten.

En ce qui concerne l'interpellation de M. Tijl Declercq, je déclare l'incident clos.

Tot besluit van de interpellatie van de heer Geldolf heb ik twee moties ontvangen.

De eerste, ingediend door de heren Wyninckx, De Bremaeker en De Baere, luidt:

« De Senaat,

Gehoord hebbende de interpellatie van de heer Geldolf over de gewijzigde houdingen aangenomen door de Belgische en Nederlandse regering in het probleem van de waterverdragen,

Vraagt dat de regering met de nodige krachtdadigheid zou optreden om tot een bevredigende oplossing te komen. »

De tweede, de eenvoudige motie, ingediend door mevrouw Herman en de heren Van Herreweghe en Nicolas, luidt:

« De Senaat,

« Gehoord de interpellatie van de heer Geldolf en het antwoord van de minister van Buitenlandse Betrekkingen,

Gaat over tot de orde van de dag. »

Wij stemmen later over de eenvoudige motie, die de voorrang heeft.

Nous procéderons ultérieurement au vote sur l'ordre du jour pur et simple, qui bénéficie de la priorité.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Hiermede zijn wij aan het einde gekomen van onze werkzaamheden voor vandaag.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

Verzoek — Demande

De Voorzitter. — De heer Geldolf wenst de minister van Economische Zaken te interpellieren over « de dringende maatregelen die de regering dient te nemen om de afbouw van een technologisch voor de economie van ons land zo belangrijk bedrijf als Bell Telephone af te remmen en aldus de verdere werkgelegenheid van duizenden werknemers te garanderen ».

M. Geldolf désire interpellier le ministre des Affaires économiques sur « les mesures urgentes que le gouvernement doit prendre pour enrayer le démantèlement d'une entreprise technologiquement aussi importante que Bell Telephone pour l'économie de notre pays et pour garantir l'emploi de milliers de travailleurs ».

De datum van die interpellatie zal later worden bepaald.

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

Le Sénat se réunira demain, vendredi 26 octobre 1984, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, vrijdag 26 oktober 1984 te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 23 heures.)

(De vergadering wordt gesloten te 23 uur.)